QUAND LA CULTURE SERT À VENDRE (P. 8 ET 10)

N° 19

Pour Lire PLPL Pas Lu

Prix : 2 Euros

AVRIL 2004 — LE JOURNAL QUI MORD ET FUIT... — NUMÉRO DIX-NEUF

L'ENVERS DU DÉCOR

Serge Dassault (fortune de 7,5 milliards d'euros) s'empare du *Figaro* puis largue son napalm sur la presse régionale et magazine, tel un avion de guerre Rafale. La momie mitterrandienne Laure Adler épure France Culture sous le regard attendri de Sylvain Bourmeau : quand un chroniqueur anticapitaliste est évincé, *Les Inrockuptibles* claquent des mains en chantant « *Vive l'intelligence !* » (et vivent les purges). Au même moment, Ernest-Antoine Seillière se prépare à planter ses griffes de baron sur une partie des maisons d'édition récemment vendues par Vivendi. Pour compléter le quadrillage, Arnaud Lagardère, propriétaire d'Hachette, vient d'inviter son homologue du groupe LVMH et du journal *La Tribune*, Bernard Arnault, à siéger au conseil d'administration du groupe Lagardère. Ce n'est qu'un échange de bons procédés : Arnaud siège au conseil d'administration de LVMH. Et ce n'est sans doute pas fini : en juin 2003, le fiston Lagardère annonçait : « *Il faut que nous arrivions à une entente avec Dassault.* » Or, ensemble, ils contrôlent 70 % des médias français. Pendant ce temps, que fait la « gauche », que font les syndicats, les « intellectuels », les « altermondialistes » ? Rien. En effet, nul ne veut mécontenter Bourmeau et Dassault, Seillière et Lagardère. Raffarin et ses ministres sont rejetés. Mais les patrons de presse plastronnent plus que jamais. Heureusement, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) vient de rugir. Contre les marchands de presse et de canons ? Contre les faux scoops répétés du *Monde* ? Nullement. Le 24 mars, le CSA a sermonné... France 2 et France 3 pour avoir annoncé les résultats du premier tour des élections régionales quelques secondes avant 20 heures.

LA LAISSE D'OR

La lutte est acharnée mais *PLPL* ne décerne la laisse d'or qu'au plus servile.

Les ânes ne se mènent pas en laisse. **Pascal Perrineau** fait désormais exception. Ses prévisions électorales déchaînent le bonheur des Sardons : « *La dispersion du vote-sanction devrait servir Jean-Pierre Raffarin* »... Non content d'être nul (ce qui a favorisé sa carrière dans l'usine à larves Sciences-Po), Perrineau compte également au nombre des propagandistes fanatiques du capitalisme et des Américains. Pour le « politologue » préféré de Radio France, l'opposition au règne sans partage du capital (la « *société ouverte* », l'« *Europe* ») et à la dictature des médias (la « *démocratie* ») favoriserait le fascisme. « *La dénonciation de l'establishment, des technocrates, de la pensée unique, c'est ce qu'on lit depuis des années dans la presse d'extrême droite* », piaillait ainsi dès avril 1995 ce petit freluquet balladurien. « *De même, le discours de rupture est également un thème cher à Le Pen, qui prône un changement profond des règles du jeu économique, politique et social* », ajoutait-t-il. Quelques mois plus tard, les grévistes de la SNCF rendent fou notre baudet de Sciences-Po, qui s'entiche alors du caniche moustachu Michel Wieviorka pour combattre le « *populisme* ». « *La lutte des grévistes est restée arc-boutée sur la défense des intérêts acquis des salariés* », écrivent ces deux propagandistes de la CFDT, pourtant gavés d'argent public. Ne reculant devant aucune vilenie, le fonctionnaire Perrineau dénonce plus tard l'« *obsession antilibérale* » des militants anticapitalistes, qui « *ne doit pas faire oublier que beaucoup de pays pauvres souffrent d'abord de l'absence d'une véritable économie de marché* ». L'Ane prend enfin prétexte du 11 septembre pour sommer l'Occident judéo-chrétien de lécher les bombes américaines. « *Cette guerre est la nôtre. Elle ne fait que commencer. De son issue dépend l'extension de la démocratie dans le monde. Dans ce combat, l'Europe doit être aux côtés des États-Unis* », éructe-t-il dans *Le Figaro*. Son article est titré « Bienvenue au président Bush ! » Perrineau vient de recevoir son visa pour aller chercher sa laisse étoilée dans le ranch texan de Dobelyou.

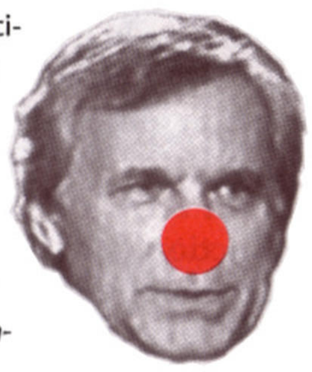
POUR RELIRE PAS RELU

L'HONNEUR PERDU DE JEAN-LUC HEES ?

Jaloux de l'attribution de la Laisse d'or à son ami Jean-Luc Hees (*PLPL*, n°16), directeur de France Inter, Philippe Val, chroniqueur sur France Inter, avait protesté : « *J'imagine que Mermet, comme tous les collaborateurs d'Inter, doit se sentir terriblement humilié d'être le subordonné de l'homme le plus servile des médias, lauréat de "La Laisse d'Or". Avec le sens de la liberté et de l'honneur que je lui connais, je ne doute pas qu'il va, comme moi, protester véhémentement de l'honnêteté jamais prise en défaut de Hees, sous la direction duquel il s'honore de faire son travail librement.* » (*Charlie Hebdo*, 24.12.03) Malheureusement pour Val, « l'honnêteté jamais prise en défaut de Jean-Luc Hees » qui valait à Mermet cette sommation à déférer au respect hiérarchique, repoussée avec mépris par l'animateur de *Là bas si j'y suis*, n'a pas résisté longtemps à l'épreuve de la vérité. Le lundi 2 février 2004, l'émission « 90 minutes » (Canal Plus) a diffusé une enquête sur les techniques sirupeuses des laboratoires pharmaceutiques pour gagner les faveurs des journalistes. Extraits : « *Ce que nous avons par ailleurs découvert au cours de cette enquête, c'est qu'en novembre 2002, le directeur de France Inter avait animé le colloque annuel de Novartis, l'un des premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux. Dans la brochure du colloque, son éditorial rend hommage au laboratoire, puis on trouve son curriculum vitæ. Dans la lettre qu'il nous a envoyée, Jean-Luc Hees s'explique sur cette collaboration avec Novartis : "Il est parfaitement exact que j'ai accepté en novembre 2002 de participer, un samedi après-midi sur mon temps libre, à titre privé, avec le rôle de meneur de débat, non à une quelconque manifestation commerciale, mais à un colloque réunissant 2000 médecins."* » Le reportage ne précise pas si la prestation du docteur Hees fut rétribuée, et si oui combien... Tout indique en revanche que le directeur de France Inter, qui venait de renvoyer Martin Winckler dont les chroniques mettaient en cause les laboratoires pharmaceutiques, n'a pas apprécié qu'un journaliste ose l'interroger sur ses à-côtés citoyens. Dans son courrier examiné par *PLPL* peu après avoir été adressé à l'équipe de « 90 minutes », Hees fustige la curiosité de son confrère : « *Je ne vous cache pas que le ton me paraît tout à fait déplacé ne serait-ce qu'en terme d'élémentaire courtoisie "confraternelle"* ». Ah, si tous les journalistes étaient aussi « confraternels » que Philippe Val !

• Prix de l'humour médiatique

Décerné à M. Jean-Marie Colombani, pour avoir défini son quotidien de la façon suivante : « *Ce qui distingue* Le Monde *d'un autre journal, c'est la qualité de son information, une plus grande rigueur dans son exposé. Il n'y a pas d'autre ligne éditoriale que celle de la réalité des faits.* » (*Le Nouvel Economiste*, 19.3.04) Nicolas Sarkozy aurait aussitôt appelé son ami Jean-Marie pour le féliciter de ce bon mot. Flatté, Colombani a alors sommé Jacques Chirac de tirer les leçons de la déroute de la droite aux élections régionales et d' « *accepter une nouvelle cohabitation, [...] avec la seule carte qui lui reste, son ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy.* » Car, pour Ramina, le petit traître balladurien « *incarne plus que la préoccupation de l'insécurité, la lutte contre l'impuissance de la politique* » (*QVM*, 30.3.04).



Sommaire

PAGE 2 : *PLPL* RÉÉDUQUE LA PRESSE • LES SARDONS PARLENT AUX SARDONS • PAGES 3 À 5, DOSSIER : DANS LES TRANCHÉES DE LA GUERRE SOCIALE, UNE ENQUÊTE DE *PLPL* • PAGES 6-7 : *PLPL* PRÉSENTE : UN RIDEAU DE FUMÉE • PAGE 8 : LA CONJURATION DES IMBÉCILES • PAGE 9 : BRÈVES MOUSTACHUES • PAGE 10 : NARCISSES AU PAYS DES MÉDIAS • PAGE 11 : DÉMONTAGE DE MENSONGES MOUSTACHUS : AZNAR – PLENEL, MÊME COMBAT ! • PAGE 12 : *PLPL* VOUS OFFRE UN ABONNEMENT À UN GRAND HEBDOMADAIRE DE GAUCHE • LISTE DES LIBRAIRIES QUI DIFFUSENT *PLPL*

PLPL RÉÉDUQUE LA PRESSE...

LU DANS

Serge Dassault est propriétaire de *Valeurs actuelles*.
Le programme de l'avion de combat Rafale a coûté « *150 milliards de francs hors taxe sur trente ans tout compris* » (selon le sénateur Pierre hérisson, séance du 7 décembre 2000).

Valeurs actuelles, 28.3.04

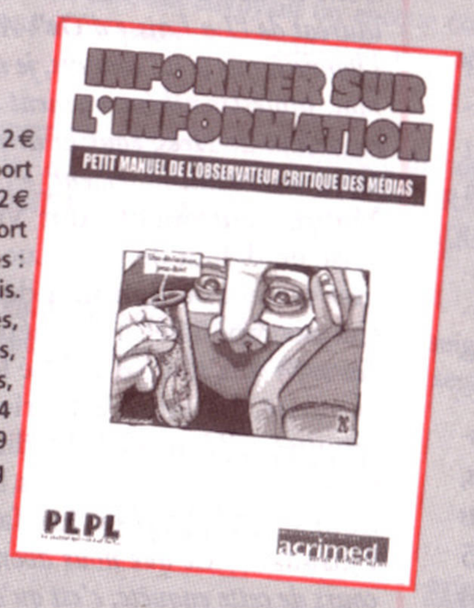
PAS LU DANS

Les Sardons parlent aux Sardons

PLPL triomphe ! Les 8 000 exemplaires du *Manuel de l'observateur* critique des médias ont été diffusés en quelques jours. Une seconde édition a dû être imprimée d'urgence, et les ordres continuent d'affluer (bon de commande ci-dessous) ! Désormais nous sommes des milliers à surveiller la presse qui ment. Une traduction en espagnol est déjà en cours : elle sera distribuée au peuple vénézuélien, dont la rage contre le PPA ne se dément pas. Demain, nous serons des millions : l'Internationale sardonique va de l'avant. Si le nombre des abonnés à *PLPL* s'accroît, c'est encore à un rythme trop lent. Sardons, sardones, sardonets, sardonettes, aux armes ! Il nous faut décupler notre base, élargir notre territoire. La tâche est d'autant plus indispensable que la presse alternative est dans la ligne de mire des pouvoirs. Nos camarades marseillais de *CQFD* sont menacés de strangulation financière par un procès que lui intente la Croix-Rouge (c'est à étouffer la presse libre que servent les dons humanitaires...) ; le sans-culotte François Ruffin, animateur amiénois du journal *Fakir*, est victime d'un harcèlement judiciaire manigancé par le PPA local allié à l'aristocrate fourbe de Robien*.

PLPL sait que la presse alternative n'est pas une alternative suffisante à la presse dominante. Mais elle est l'instrument indispensable pour replacer la question de la corruption de l'information au cœur de la bataille d'idées. Préparer l'expropriation de Bouygues, de Laure Adler et de son griot Bourmeau, de Dassault, de Ramina, du RTA, de Lagardère exige de développer l'action dans deux directions : multiplier les abonnements, étendre la diffusion. D'un côté, il faut faire découvrir *PLPL* à de nouveaux lecteurs, parrainer des centaines d'abonnés supplémentaires, photocopier notre article « Que faire ? » (PLPL n° 15, juin 2003, disponible aussi sur notre site Internet plpl.org), imprimer des bulletins d'abonnement et les distribuer. De l'autre, il faut commander des lots de journaux (10 euros les 10) et les diffuser dans les manifestations, les réunions publiques, au travail... *PLPL* doit circuler partout, irriguer la colère anti-PPA comme le sang irrigue le cerveau.

* Une pétition de soutien à *Fakir* est en ligne sur le site de notre vitrine universitaire <acrimed.org>.



- De 1 à 4 exemplaires : 2 € l'exemplaire + 1 € de port
- De 5 à 9 exemplaires : 2 € l'exemplaire + 2 € de port
- Lot de 10 exemplaires : 15 € port compris.
- À partir de 50 exemplaires, consulter Co-errances, 45, rue d'Aubervilliers, 75018 Paris. 01 40 05 04 24 fax : 01 40 36 68 29 christopher@co-errances.org

LE T-SHIRT CULTE PLPL

« LES MÉDIAS MENTENT »

12 €, port 2 € compris
Commandes à PLPL, BP 70072, F-13192 Marseille CEDEX 20

Tailles : petit, moyen, larges, extra large, triple-crème.

DE NOUVEAU DISPONIBLE !

Index SARDONIQUE des noms cités

Sardonie : territoire intellectuel libéré par *PLPL*.
Sardon : militant de l'Internationale sardonique (IS), abonné à *PLPL* et qui s'emploie à le diffuser.
PPA : Parti de la Presse et de l'Argent. *PLPL* le détruira.
QVM : *Quotidien vespéral des marchés*, parfois appelé *Le Monde*. Y bat le cœur du PPA.
Le RTA, Roi du téléachat : Edwy Plenel, animateur moustachu d'une émission publicitaire sur LCI, directeur de la rédaction du *QVM*.
Ramina (ou **Raminagrobis**) : Jean-Marie Colombani, petit échotier poltron et sans envergure, directeur du *QVM*.
Téléachat moustachu (faire du) : préférer l'autopromotion à la lutte anonyme. Activité pratiquée par les contestataires relaps qui plastronnent dans les émissions de LCI, France Culture, France Inter, ou dans les colonnes du *QVM*, de *Libération*, du *Nouvel Observateur*, etc.
Crassus : Serge July, PDG de *Libération*.
NEM (Non-Evénement du Mercredi) : *Charlie Hebdo*.
Kim Il-sung de la rue de Turbigo : Philippe Val, Grand Leader du *NEM*.
Demi-cervelet (de Cohn-Bendit) : Zaki Laïdi, « politologue », mais la réalité est « plus complexe ».
Le Caniche moustachu : Michel Wieviorka, « sociologue » qui consterne ses collègues de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Paris) avec sa question rituelle : « *T'as lu mon dernier papier dans Libé ?* »
Le Plagiaire Servile : Alain Minc, président du conseil de surveillance du *QVM* et essayiste balladurien raté, condamné pour « *plagiat servile* » par un jugement historique du Tribunal de grande instance de Paris, le 28 novembre 2001.
Laurent Mouchard (qui ment) : Laurent Joffrin, directeur (menteur) de la rédaction du *Nouvel Observateur*.

Abonnement : 20 € (minimum) pour 10 numéros.
Soutien : 50 € et plus.
Règlement à l'ordre de PLPL adressé à : PLPL, BP 70072, F-13192 Marseille CEDEX 20
Mèl : <redaction@plpl.org>
Site Internet <www.plpl.org>
Les abonnés qui souhaitent diffuser PLPL peuvent commander les numéros au prix de 10 € les 10 exemplaires, port compris.

À défaut de protestation de leur part :
- direction de la publication : Rimbert
- direction du bon goût : Pantanella & Coutens
- direction granitique de la CRE : Rimbert & Halimi
- direction politique : Balbastre & Kalinowski
- direction de la propagande : Eugène & Vincent
- direction délicieuse : Dozier & Dumoulin
- direction de la fanfare : Ruffin & Souchon

N° de commission paritaire 0906 G 80702
Imprimé par l'Imprimerie de l'Avesnois, 59440 Avesnes-sur-Helpe.

OUI ! je veux DÉTRUIRE LE PPA
je m'abonne à PLPL

Nom

Adresse

Courriel

☐ Abonnement à compter du n° :

☐ Commande de 10 exemplaires supplémentaires des n° :

☐ Abonnement de soutien

L'ENVERS DU DÉCOR

DOSSIER PLPL

À peine nommé ministre de l'Intérieur en mai 2002, le petit traître balladurien Nicolas Sarkozy s'est défini comme « *le ministre de l'actualité* » (*Le Monde*, 11.5.02). Avec le PPA (Parti de la presse et de l'argent), Sarkozy prolonge une idylle mielleuse. Foulard, laïcité, régionalisation, discrimination positive : le discours des médias gravite autour des dossiers instruits par le ministre l'Intérieur *(lire p. 6-7)*. Si les faits divers racoleurs relatifs à la délinquance sont moins omniprésents qu'avant le premier tour de l'élection présidentielle, ils alimentent toujours les colonnes vermoulues de la presse. Et les médias (qui mentent) continuent de se repaître d'« insécurité » sans jamais contester l'entreprise de démolition de l'Etat social – puisqu'ils l'encouragent. Les pages « société » déplorent en quelques lignes les conséquences des « réformes » promues dans les pages « économie ». Installant les causes et feignant d'en regretter les effets, la journaille entend protéger ses amis patrons de la colère du peuple sardon. Cette enquête exclusive de *PLPL* rapproche les effets de leurs causes ; elle écrit en creux l'acte d'accusation du Parti de la presse et de l'argent. Lecteur, reste attentif. Dans quelques instants, tu comprendras pourquoi Charles Baudelaire, l'un des premiers abonnés à *PLPL*, expliquait : « *Je ne comprends pas qu'une main puisse toucher un journal sans une convulsion de dégoût.* » (*Mon cœur mis à nu*)

Souvenez-vous. C'était la veille de Noël 2003. Le fait divers tragique qui assaisonne les repas de famille : une bagarre dans un hôpital lyonnais. Aussitôt la presse s'emballe. *« Scène de violences à l'hôpital Saint-Luc à Lyon : huit blessés et une onde de choc »*; *« La violence brutale aussi immédiate et sans préavis, c'est inadmissible »*; *« Violence brutale, immédiate, sans pouvoir prévenir »*; *« Comme des fous »*; *« Les actes de malveillance qui ont tendance à se multiplier »*[1]… D'après le Parti de la presse et de l'argent (PPA), l'histoire est celle d'un western urbain. D'un côté, les brutes : trois frères d'origine maghrébine qui accompagnent leur mère malade à l'hôpital. De l'autre, les bons : le personnel des urgences du centre hospitalier Saint-Joseph-Saint-Luc de Lyon. Les méchants Arabes ont tabassé les bons docteurs. Le 15 janvier 2004, mises en examen pour *« violences aggravées en réunion, sous la menace d'une arme et à l'encontre de personnes chargées d'une mission de service public »*, les brutes écopent en comparution immédiate de six mois de prison ferme.

Ce fait divers banal fut précédé et sera suivi de centaines du même genre. Lentement, le venin des idées reçues infiltre les cerveaux. Des croyances de téléspectateur se renforcent : *« Merci à TF1 d'avoir, pour une fois, communiqué les prénoms des agresseurs, juste histoire de fixer les idées. La sanction prononcée est ridicule. […] À ce tarif-là, les auteurs pourront rapidement recommencer.*[2] » Et des convictions s'ébranlent : *« Stupéfaction, incompréhension, gêne, tous ces sentiments nous ont assaillis. Comment imaginer que l'on agresse le médecin dont on a besoin et qui nous tend la main avec son équipe pour nous aider, nous soigner, nous apaiser*[3] *?* » On en vient à penser que les autres avaient raison, que ces jeunes des banlieues ne respectent rien. Sauvages, désocialisés, irrécupérables…

Les truands du PPA

Mais *PLPL* s'est aussitôt interrogé : que trouve-t-on de l'autre côté du miroir des évidences, derrière une dépêche d'agence mille fois reprise par des journalistes grimaçant de douleur à l'idée d'arracher leurs fesses à la douceur des fauteuils ? Stimulé par une nouvelle vague d'abonnements, *PLPL* s'est donné deux jours pour accomplir le travail qu'évitent les sacs à vent de la presse. Simplement se rendre sur place, assister au procès, interroger les protagonistes, observer. Un Sardon s'est lancé.

En fait de bons et de brutes, c'est l'histoire des truands du PPA qu'il lui faut raconter. Celle aussi de la violence faite aux travailleurs que la presse a enterrés vivants[4] ; celle enfin de services publics délaissés et débordés, transformés sous la pression économique en tranchées de la guerre sociale.

L'histoire des trois frères et de leur mère n'a jamais été racontée par aucun média[5]. D'origine tunisienne, M. et Mme Yahyaoui vivent en France depuis 1984 à la suite d'un regroupement familial. Au début des années 1990, le mari perd son travail et entre dans la spirale de la dépression. Pour la famille qui explose, pas de « cellule psychologique ». Mme Yahyaoui élève seule ses trois garçons et se cramponne à son métier de « technicienne de surface ». Elle incite ses trois fils à faire des études. L'aîné, Mounir, qui est arrivé en France à douze ans, passe un BTS commercial en formation alternée après avoir abandonné l'école, décroche un CDD et finit par se faire embaucher comme chef adjoint des ventes à Renault Véhicules industriels. Ichem, le cadet, veut obtenir une licence de droit pour monter une entreprise spécialisée dans l'événementiel. Le plus jeune, Fouad, rêve de devenir avocat. Il finance sa scolarité en seconde dans un lycée privé en travaillant plusieurs soirs par semaine comme agent d'entretien.

S'en sortir socialement se paye au prix d'une grande violence physique, économique et sociale – sans parler de la violence raciste. Comme beaucoup des 322 000 ouvriers du nettoyage (62 % de femmes, chiffres de 1999), la mère débute l'astiquage des bureaux à 6 heures du matin, avant l'arrivée de leurs occupants. Puis elle recommence le soir, après leur départ. Travailleuse invisible chargée d'une tâche qu'on ne remarque que lorsqu'elle est mal faite, Mme Yahyaoui reçoit un salaire mensuel de 900 euros (5 900 francs). Âgée de cinquante-huit ans, elle souffre d'une hernie discale, pour laquelle elle porte une ceinture rénale, éprouve également des problèmes d'hypertension, mais ne prend jamais d'arrêt de maladie malgré les recommandations du médecin de famille. En cas d'épuisement ou d'évanouissement, elle s'arrange avec ses enfants, qui viennent lui donner un coup de main et finissent le ménage à sa place.

DES SERVICES PUBLICS TRANSFORMÉS, SOUS LA PRESSION ÉCONOMIQUE, EN TRANCHÉES DE LA GUERRE SOCIALE

Le samedi 20 décembre 2003, Mme Yahyaoui est victime d'un nouveau malaise. Cette fois, le médecin de famille la somme de se rendre à l'hôpital. Munie d'un certificat, elle se présente accompagnée de ses trois fils et de sa future belle-fille aux urgences de l'hôpital Saint-Joseph-Saint-Luc de Lyon. Elle est reçue par un médecin urgentiste un rien nerveux. Il lui dit qu'elle fait de la comédie, lui demande de se lever. Elle refuse, arguant de ses vertiges, montre la lettre du médecin. L'urgentiste la déchire, dit que c'est lui le patron, lui ordonne à nouveau de se lever. Nouveau refus. Il l'empoigne, tente de la soulever de force. Des marques sur ses bras seront plus tard attestées par un certificat médical. Elle crie ; il lâche ; elle tombe. Il la tapote avec le bout du pied, lui reproche d'être trop lourde pour pouvoir la soulever, lui commande encore de se mettre debout. Alerté par les cris, le fils aîné, Mounir, accourt et voit la scène à travers un hublot : sa mère à terre à moitié nue, les coups de pied du médecin. Il entre brusquement, menace le médecin, l'insulte, lui jette à la figure son incompétence, veut relever sa mère, se penche. Le médecin l'apostrophe aussi, lui dit qu'il n'a pas le droit d'être là, qu'il ne va pas lui apprendre son métier, le pousse peut-être. Mounir le prétend. Et puis c'est l'escalade. Mounir lui lance lourdement son poing dans la figure. Les deux autres frères arrivent, des soignants aussi. La bagarre éclate. Combien de temps ? Les deux camps divergent. Qui tape ? Là aussi, personne n'est d'accord. Une matraque télescopique est-elle utilisée, comme le prétendent les soignants ? Les frères le nient, expliquant qu'ils n'ont jamais eu d'arme sur eux, ni à la maison. Appelée par l'hôpital, la police arrête les trois frères, les fouille, ne trouve rien, les place en garde à vue quelques heures avant de les libérer. La justice les met en examen et les convoque pour le mois de juin 2004. Fin provisoire de l'épisode pour les frères Yahyaoui : ils ont cinq mois pour préparer leur défense.

Mais voilà qu'intervient la presse qui ment.

Un scribouillard du quotidien lyonnais *Le Progrès* (Dassault), à l'affût comme ses confrères de fait divers crapoteux, défèque en gros titre à la une de son journal : *« Une violence "gratuite et aveugle" qui a frappé sans prévenir »* (23.12.03). La suite ne laisse planer aucun doute sur la culpabilité des trois frères. Le comportement brutal du médecin se transforme en *« une remarque du médecin urgentiste »* que *« la dame, accompagnée d'une belle-fille, a mal pris »* alors qu'il *« lui demandait de rester calme et allongée sur le brancard* [sic] ».

1 Respectivement *Le Progrès* (23.12.03), *L'Alsace* (25.12.03), TF1 (23.12.03), *Libération* (24.12.03), *Le Monde* (25.12.03).

2 Message d'un internaute sur le site de TF1, 16.1.04.

3 Réactions de lecteurs du *Progrès* (Lyon), 13.1.04

4 Lire notre dossier « La guerre sociale », *PLPL* n° 13, février 2003.

5 Quelques bribes d'information sont disséminées çà et là, notamment dans *Libération* du 16.1.04. Mais les journalistes n'ont pas rencontré Mme Yahyaoui avant d'écrire les premiers articles sur l'affaire.

LES TRANCHÉES DE

Le journaliste brode une version de l'incident en mêlant ses préjugés aux témoignages des hospitaliers et des policiers (absents au moment de la scène) : « *Elle a élevé la voix, "s'est mise à hurler", selon des témoins. Et tout a basculé en quelques secondes. Trois de ses fils présents dans la salle d'attente ont fait irruption dans le box de consultation. Avec une grande violence. Ils ont frappé le personnel hospitalier qui a vainement tenté de les dissuader. Des cris, des coups multiples, certains avec "une matraque télescopique" aperçue par les témoins mais qui n'a pas été retrouvée.* » La version des accusés ne l'intéresse pas : comment pourrait-elle contenir la moindre part de vérité puisqu'elle contredit tout ce que publie la presse sur l'insécurité depuis des années ? Pour enfoncer le clou, le journaliste conclut : « *La scène de samedi a provoqué une onde de choc. Un vigile a été posté aux urgences, à la fois pour rassurer et prévenir toute récidive. Mais l'hôpital s'interroge en profondeur, blessé dans sa vocation.* »

Alléchées par l'odeur du scandale, les agences de presse inondent les rédactions de France de dépêches catastrophistes. L'AFP bêle à l'unisson avec le quotidien local : « *Une femme qui s'était présentée aux urgences de l'hôpital pour des problèmes d'hypertension n'a pas apprécié une remarque d'un médecin. Elle s'est mise à crier, et trois de ses fils sont intervenus, précise le quotidien* Le Progrès *dans son édition de mardi* » (23.12.03). Reuters fait écho, et Associated Press (AP) donne la parole au procureur de la République de Lyon, Xavier Richaud : « *Il est intolérable, inadmissible que les médecins des services d'urgence, qui travaillent déjà dans des conditions de stress intense, soient insultés, agressés et frappés sans aucun motif* » ; avant de charger le dossier des accusés : « *Deux d'entre eux sont connus des services de police pour des faits de vol avec violence* » (23.12.03). Un des frères a effectivement été condamné par la justice, dix ans auparavant. Quant au second, il est passé devant un juge pour enfant, sans condamnation, donc sans inscription au casier judiciaire. Le droit interdit aux journalistes d'évoquer de tels faits. Mais l'occasion est trop belle : le passé judicaire des accusés confirme la thèse du PPA, reprise en boucle sur France Info[6]. La palme du professionnalisme est décernée au journal *La Croix*, où Geneviève Jurgensen vidange son trop plein de finesse : « *Pourquoi se faire accompagner de ses trois fils quand on va dans un endroit aussi… hospitalier qu'un hôpital ? Ou même, hypothèse sombre, pourquoi se faire accompagner de trois de ses fils car, après tout, rien ne dit que cette femme n'a pas mis au monde une quantité de gaillards suffisante pour que d'autres frères prennent la relève auprès de leur précieuse mère pendant que les trois héros purgent leur peine !* » (*La Croix*, 27.12.03).

Journalistes et procureurs

Dans cette affaire, il n'y a pas un, mais plusieurs procureurs. Chaque article distille en creux l'appel à une justice exemplaire. Présentée comme « *gratuite* », « *bestiale* », « *tribale* » (la presse insiste sur le côté « *clanique* » de la famille[7]), la violence faite à l'urgentiste appellerait la plus grande sévérité. La violence subie depuis des années par la mère et ses trois enfants ne percera pas la surface médiatique et ne sera jamais jugée.

Le journalisme ne se réforme pas. Un an auparavant, Abderazak Besseghir, bagagiste à Roissy soupçonné à tort de préparer un attentat, était lui aussi broyé par le PPA. L'hystérie médiatique avait alors perturbé l'enquête et précipité l'incarcération d'un innocent (voir *PLPL* n° 14, avril 2003). Cette fois, la pression punitive des journalistes va s'exercer directement sur un appareil judiciaire déjà enclin à briser les sardons. Devant le déluge d'articles, le parquet décide de réviser sa position. Il ordonne l'interpellation des trois prévenus puis demande une procédure de comparution immédiate le lendemain après-midi devant le tribunal correctionnel de Lyon pour « violences aggravées ». Le journal télévisé de TF1 - 20 heures conclut cette magnifique journée avec un reportage sur « l'affaire ». Élevé dans une école du PPA, le journaliste Serge Collomb tend son micro sous le nez des puissants comme les chiens lèvent la patte ; il interroge la directrice de l'hôpital : « *Et là, ça a été vraiment un déchaînement ?* » La réponse est une caresse : « *Violence brutale, immédiate, sans pouvoir prévenir.* » Collomb remue la queue (TF1 - 20 heures, 23.12.03).

Le lendemain, 24 décembre, *Le Progrès* se délecte en constatant l'efficacité de son lobbying répressif : « *Rebondissement dans l'affaire des violences qui ont éclaté au service des urgences de l'hôpital Saint-Luc-Saint-Joseph* ». Car selon le parquet de Lyon, « *au terme de l'enquête, il apparaît que l'affaire est sérieuse et qu'elle mérite un traitement ferme et rapide* ». Enquête ? La lecture du journal local aura suffi à retourner la conviction du procureur. Les médias nationaux s'en mêlent, galvanisés par les dépêches d'agence et par le reportage de TF1. Comme ses confrères, le *QVM* évoque une réaction hystérique de la mère – « *"Elle s'est mise à hurler" – à l'urgentiste qui "lui demande de rester calmement sur le brancard pour une auscultation"* » (25.12.03). Conformément à ses méthodes (moustachues), *Le Monde* cite son unique source, policière, celle vers laquelle se pressent en cette veille de Noël tous les journalistes du PPA avant d'aller se gaver de carpaccio de saumon. À *Libération*, on a égaré le numéro du commissariat. Le rédacteur invente alors une version de l'histoire qui ne sera plus évoquée par la suite : « *Au bout de quelque temps, ces derniers* [les trois frères] *ont commencé à s'énerver. Les soins ne venaient pas assez vite à leur goût.*[…] *À ce moment-là, poursuit la directrice,* [la mère] *s'est laissée tomber par terre, puis, comme le médecin lui disait de se relever pour qu'il puisse l'ausculter, elle s'est mise à hurler. Ses trois fils sont alors arrivés comme des fous, et ils se sont mis à frapper sans prévenir* » (24.12.03). Architecte de la panique sécuritaire avec ses couvertures effrayantes consacrées notamment à « La violence entrée à l'hôpital » (2.03.01)[8], *Le Parisien* n'est pas en reste. La journaliste de garde surenchérit sur les affabulations de *Libération* : « *Les fils, munis de barres de fer, s'en prennent au personnel hospitalier présent dans le service. L'un neutralise un brancardier, pendant que les deux autres le rouent de coups* » (24.12.04). Les barres de fer disparaîtront aussi vite qu'elles étaient apparues puisqu'elles n'existaient pas. La violence du PPA s'appelle liberté de la presse.

Le 24 décembre, les frères Yahyaoui se présentent devant le tribunal correctionnel de Lyon. Ils refusent la comparution immédiate. Mais les magistrats, qui travaillent sous l'averse du tout-à-l'égout médiatique, ont une certitude : « *Il s'agit d'un trouble exceptionnel à l'ordre public. Un hôpital, c'est un sanctuaire inviolable* » (*Le Monde*, 26.12.03). Ichem a beau plaider que « *la vraie victime, c'est ma mère, elle n'a pas été considérée comme une personne malade*[9] », les juges optent pour l'incarcération jusqu'au procès. Celui-ci, initialement prévu pour juin, est avancé à la date du 15 janvier. La défense ne dispose plus que de trois semaines pour préparer les plaidoiries, et ce dans un climat de lynchage. Mme Yahyaoui est hospitalisée dans une clinique, ses deux enfants passent Noël en prison pendant que les journalistes qui les ont embastillés dégustent un ortolan aux truffes. Leur digestion est interrompue par une nouvelle affaire de violence aux urgences qui déclenche une giboulée d'articles[10].

La presse qui ment n'a pas seulement occulté l'histoire de la famille Yahyaoui. Elle escamote aussi celle du centre hospitalier, à l'exception d'un petit article du *Progrès* publié deux jours après la première comparution des trois frères devant les juges lyonnais. Trois cent quatre-vingts mots pour évoquer les difficultés financières de cet établissement de statut privé à but non lucratif participant au service public. On apprend que le dépôt de bilan est évité de justesse grâce à une rallonge budgétaire accordée par l'agence régionale de l'hospitalisation (ARH). En contrepartie, plus de 40 CDD sont supprimés et l'hôpital s'engage à réaliser de nouvelles économies.

Aucune information ne filtre en revanche sur les projets de la direction de l'hôpital. Ignorés par la presse, les syndicats expliquent à l'envoyé spécial de *PLPL* que l'administration compte faire passer la durée des services de dix heures à douze heures. Aux urgences de Saint-Joseph-Saint-Luc comme ailleurs défilent de plus en plus de patients sans mutuelle et donc incapables de payer des consultations chez un médecin de ville, dont les tarifs augmentent sans que la Sécurité sociale suive. Dans les agglomérations moyennes et en zone rurale, les praticiens rechignent à assurer les gardes de nuit. Les urgentistes, corps élitaire dont la fierté professionnelle repose notamment sur la gravité des cas qui lui sont soumis, se trouvent désormais chargés des maux dont le traitement incombait au bon docteur des familles[11]. La coupe est pleine pour un personnel de plus en plus pressurisé, pris entre les mâchoires des restrictions budgétaires et de l'accroissement de la charge de travail. L'absentéisme explose. Agressi-

La ligne Ramina : tirer sur l'hôpital

Depuis juillet 2003, *Le Quotidien vespéral des marchés*, alias *Le Monde*, mène campagne pour l'abattage des restes sanguinolents de l'État social français. « L'exemple allemand » lui sert de tronçonneuse. Baisse des impôts pour les riches, pour les entreprises, transfert des dépenses de santé des patrons vers les salariés, réduction terrifiante du montant des retraites, « libération » des licenciements, restructuration des agences pour l'emploi, baisse de la durée de l'indemnisation chômage… l'« Agenda 2010 » lancé par Gerhard Schröder avec le soutien de la droite et les Verts allemands a été acclamé par le *QVM* dans un éditorial : « *L'Allemagne bouge, et toute l'Europe doit s'en réjouir.* […] *L'Allemagne, jadis modèle de "l'économie sociale de marché" et moteur de la croissance de l'Union européenne, est devenue son boulet.* […] *Des salaires devenus trop élevés alors que la concurrence mondiale s'est accélérée, des dépenses sociales de chômage ou de santé qui alourdissent encore le coût du travail et, plus largement, un goût pour la "stabilité", en liaison avec une démographie vieillissante, qui a fait rater les virages des nouvelles technologies et des nouveaux services.* […] *L'essentiel était, pour l'Allemagne et pour l'Europe, de commencer à bouger.* » (23.7.03) Ce programme du *Monde*, même Raffarin l'a jugé trop droitier : « *Quand je suis avec Tony Blair et Gerhard Schröder, je suis quasiment le plus à gauche* » (*Le Monde*, 22.1.04). Raffarin souffleté, Ramina [Jean-Marie Colombani], son factotum moustachu Edwy Plenel et leur vestale Nicolas Sarkozy restent dans l'Hexagone les seuls piliers du fondamentalisme balladurien.

vité et irritabilité sont les mots qui viennent à la bouche des soignants pour décrire leurs rapports quotidiens avec les malades[12]. Les urgences médicales sont le lieu où s'entrechoquent les urgences sociales, celles des patients, celles des soignants. C'est dans ce contexte que survient la bagarre du 20 décembre. La directrice de l'établissement, Dominique Montégu, en profite pour souder le personnel autour des questions d'insécurité ; il s'agit aussi de détourner son attention du dénuement quotidien et de la dégradation des conditions de travail. Les médias qui boivent et retranscrivent ses paroles n'interrogent pas ses intérêts de « chef d'entreprise ». Sur l'échelle des sources journalistiques, une directrice d'hôpital vaut plus qu'une infirmière, qu'un technicien syndiqué – et que trois frères maghrébins.

C'est toute la nullité du travail journalistique qui s'étale ici : d'un côté, la presse concentre son attention sur les effets des politiques pépéistes [du PPA] en termes de trouble à l'ordre public ; le fait divers devient fait de société. De l'autre, les causes de ces troubles – comme la paupérisation des usagers, leurs besoins accrus en services publics au moment où ceux-ci se dégradent – sont à peine évoquées. Enfin, la presse (qui ment) n'établit jamais de lien entre les causes et les effets.

Le troisième épisode se déroule le 15 janvier 2004. Le procès attire à nouveau une foule de journalistes. L'audience commence mal. Bien que les deux frères Yahyaoui aient refusé d'être filmés dans l'enceinte du tribunal, comme la loi les y autorise, une nuée de cameramen surexcités tente de saisir leur entrée. Les interventions de l'avocate de la famille Yahyaoui et de l'envoyé spécial de *PLPL* les empêcheront de commettre leur forfait. Mais rien n'est plus vil qu'un journaliste frustré. C'est ainsi que deux plans de Mme Yahyaoui et du troisième fils assis dans la salle sont diffusés dans le journal de 20 heures de France 2. La presse enfreint ainsi la loi dans l'enceinte même d'un tribunal. Les cameramen dédaigneront d'autres images, celles des jeunes Maghrébins désireux d'assister aux débats à qui l'on interdit d'entrer : blancs dedans, beurs dehors. Devant ses confrères, le correspondant de *Libération* affiche la rébellion : « *C'est ce qu'on appelle une zone de non-droit !* ». Mais, au moment d'informer, le lapinisme remplace l'intrépidité : son article n'évoque pas l'ostracisme dont il a été témoin.

L'audience ne fut ni pire ni meilleure qu'une autre : des riches jugent des pauvres en appliquant un droit fait par et pour les riches[13]. Le président se montre sensible à la bonne volonté sociale des frères Yahyaoui, à leurs excuses, aux trente-deux lettres de recommandation favorables envoyées par les collègues de Mounir. Mais les médecins, infirmières, aides-soignantes, brancardiers chargent unanimement les trois frères. Accusés par le président de s'être « *attaqués à un sanctuaire* » (comme s'ils avaient pris d'assaut un hôpital pour détruire la République), Mounir, Hichem et Fouad sont condamnés à six mois de prison ferme ainsi qu'à une lourde amende. La peine est pourtant considérée comme modérée par leurs avocats : depuis la loi sur la sécurité intérieure de mars 2003, selon l'article 222-13 du Code pénal, « *les violences sur des agents chargés d'une mission de service public* » sont passibles de cinq ans d'emprisonnement…

La couverture médiatique de cette audience reflète l'infinie variété du délabrement journalistique. D'abord il y a ceux qui expédient l'affaire en quelques lignes. *Le Monde* accompagne les frères Yahyaoui vers leur cellule en 42 mots ; Europe 1, France 3 et France Info se contentent de quinze secondes[14] ; TF1, de onze secondes. Or, comme l'a scientifiquement établi *PLPL*, plus l'article est court, plus dru pleuvent les coups sur les sans-grade. Et plus les médias embrayent sur la fabrique de la peur : « *La violence est devenue le lot quotidien des urgences. Ainsi à l'hôpital de Pontoise, des agents de sécurité ont été embauchés et le personnel est désormais formé pour faire face à ces comportements agressifs* » (TF1 - 20 heures, 15.1.04). Il y a aussi la feuille locale, *Le Progrès*, animée du souci permanent de complaire aux notables de la ville : « *Tous regrettent. Le procureur Alexandre de Bosschère en prendra acte. Pour un remarquable réquisitoire, tout en nuances : "Pas question de faire un exemple. Il faut une décision juste, éclairée, à propos de faits graves "* […] *L'œuvre de justice a été parachevée par les juges qui ont condamné les trois frères à la même peine : six mois de prison ferme* » (16.1.04).

Consulté par l'envoyé spécial de *PLPL*, le conseil scientifique sardon (C2S) décerne une fois de plus les trois étoiles de la médiocrité au crâne qui se dissimule sous la casquette de David Pujadas. Le 15 janvier au soir, dans le journal de France 2, le présentateur bêle : « *Énervés par la remarque d'un médecin qui soignait leur mère, ces trois fils avaient injurié, frappé neuf personnes : infirmières, brancardiers… Eh bien ! ils ont été condamnés aujourd'hui à six mois de prison ferme.* » S'ensuit un reportage. La journaliste Stéphanie Labrousse caressait-elle l'espoir d'un oscar au festival de journalisme du Pentagone ? Utilisant les images filmées au mépris de la loi, elle explique : « *L'audience dure déjà depuis plusieurs heures. Certaines des victimes, bouleversées, ne peuvent contenir leurs larmes loin des caméras. D'autres, comme ce brancardier, résistent tant bien que mal : les mots ont du mal à sortir.* » Heureusement quand Stéphanie l'interroge, il retrouve l'usage de la parole : « *Actuellement on a l'impression que ces gens-là n'ont rien fait. Mais ils ont fait. Ils ont fait du mal. Ils nous ont fait du mal et psychologiquement c'est très dur.* » La relance de Stéphanie est exemplaire : « *Aujourd'hui vous attendez une peine exemplaire ?* ». Le brancardier : « *Une peine exemplaire, oui.* » Stéphanie se trémousse ; elle tient sa réponse. C'est David (Pujadas) qui va être content. Et Stéphanie conclut en vrillant dans le cerveau des téléspectateurs, pour la millième fois, son raccourci d'histoire planté comme un lampadaire sur le boulevard des idées reçues : « *Trois jeunes qui le 20 décembre ont dérapé aux urgences de l'hôpital Saint-Joseph. Leur mère atteinte de vertiges était alors examinée par un médecin. En l'entendant crier, l'un des fils a perdu son sang-froid, lançant injures et menaces. À partir de là les coups ont fusé sur le personnel soignant. Dix à quinze minutes d'un pugilat provoqué par des jeunes pourtant socialement insérés.* »

À la fin de cette journée et après un tel conditionnement médiatique, comment s'étonner des propos de l'urgentiste molesté, le docteur Magnien, qui se pavane au milieu des infirmières (blanches) et des aides soignantes (d'origine maghrébine) : « *Il ne faut pas avoir honte. Ils ont eu ce qu'ils méritent* ». Là encore, les journalistes ne décriront pas cette scène de lutte des classes médicales, pas plus qu'ils ne témoigneront de l'abattement des aides-soignantes devant la sévérité du verdict, ni de la satisfaction affichée des infirmières[15].

Bien au-delà de l'injustice ordinaire, l'envers de ce fait divers éclaire l'œuvre du PPA. Les frères Yahyaoui tapant sur l'urgentiste, c'est la lutte entre deux catégories de victimes de la guerre sociale : les services publics, asphyxiés, et leurs usagers, tondus. Hôpitaux, écoles, transports en commun connaissent régulièrement ce genre de confrontation, à la grande joie d'un PPA alléché par la misère.

Ce 15 janvier 2004, le coupable n'était pas présent à l'audience : le Capital qui tue avec son gros cigare qui pue et son chapeau pointu (turlututu) ; qui condamne des millions de familles comme celle des Yahyaoui aux pires travaux, à la précarité quotidienne, à une flexibilité épuisante ; qui détruit toutes les formes de solidarité et de collectivité puisqu'elles sont avant tout non marchandes ; qui réprime à tour de bras des dizaines de milliers de prolétaires en errance ; qui achète la plupart des médias et qui récompense grassement des journalistes zélés et soumis. Aucune accusation, aucun lien, juste des faits que l'on peut interpréter de mille façons. Comme le dit une des avocates lors de l'audience, il n'y a rien de plus fragile qu'un témoignage humain. Alors, quelle vérité a-t-on tenté de connaître lors d'un tel procès ? Certainement celle des soignants agressés plus que celle des frères Yahyaoui révoltés. Mais au final il y a la certitude que le principal coupable continue de se vautrer dans des salons confortables en laissant les victimes s'étripper entre elles. Avec l'aide, la compréhension et le soutien du PPA.

Sur les marches du palais de justice, l'envoyé spécial de *PLPL* fut saisi d'une irrépressible envie de molester un journaliste avec la plus grande brutalité. Puis il hurla : « *PPA, ton tour viendra !* »

LA PRESSE (QUI MENT) N'ÉTABLIT JAMAIS DE LIEN ENTRE LES CAUSES ET LES EFFETS

6 Les journalistes s'octroient le droit à l'erreur permanente. Selon les articles, le nombre de blessés chez les soignants varie ainsi de sept (TF1-20 h, 23.12.03 ; Reuters, 24.12.03) à 9 (AFP, 24.12.04 ; *Libération* 25.12.03 ; TF1- 20 h et Europe 1, 15.1.04 ; *Le Monde*, 17.1.04) en passant par 8 (AFP, 23.12.04 ; *Le Monde*, 25.12.03 ; France Info, 15.1.04, *Le Figaro*, 16.1.04). L'âge du frère aîné, Mounir, oscille de 23 ans (*Le Parisien*, 23.12.03) à 25 (*Le Progrès*, AP, AFP, *La Croix*, 23.12.03) et se stabilise au final à 29 ans (AFP, AP, 24.12.03). La mère a quarante-huit ans selon *Le Progrès* (16.1.04) ou dix ans de plus selon *Le Figaro* du même jour. Les trois frères ont été condamnés à 8 300 euros (*Libération*, 16.1.04) ou à 7 300 euros (France Info, 15.1.04).

7 *Le Parisien* du 24.12.03 affirmera que la mère « *est accompagnée de cinq ou six personnes de sa famille, dont trois de ses fils* ». Pour un journaliste, les familles maghrébines sont forcément nombreuses et se déplacent toujours en tribu.

8. Depuis notre recension des « unes » les plus sécuritaires publiées en 2001 par *Le Parisien* (lire *PLPL* n° 6, octobre 2001), un nouvel échantillonnage réalisé par nos services de documentation à l'automne 2002 a donné les résultats suivants : « Sécurité : pourquoi ça va mieux » (5.9.02), « Quelle sécurité ? » (7.10.02), « Turquie : faut-il avoir peur ? » (5.11.02), « Les trains sont-ils sûrs ? » (7.11.02), « Violence à l'école. Trop, c'est trop ! » (27.11.02), « Cartes bancaires. Attention danger ! » (28.11.02), « Dormez tranquille, Sarko veille… » (10.12.02), « La répression sera "musclée" » (16.12.02), etc.

9 *Le Monde*, 26.12.03. Les journalistes qui daignent transporter leurs fesses dans la salle d'audience découvrent alors que les frères ne sont pas les brutes sanguinaires ni le médecin l'angelot molesté qu'ils avaient eux-mêmes dépeints. On retrouve quelques traces de cette illumination dans *Libération* (25.12.03). Mais le mal est fait : l'audience a été avancée et la comparution se déroule dans un climat délétère.

10 « La violence aux urgences semble se généraliser », « Vague de violence aux urgences. La loi des séries a frappé l'hôpital Saint-Joseph-Saint-Luc » (*Le Parisien*, 03.1.04). Début janvier 2004, *Le Progrès* se déchaîne : « Nouvelles violences à l'hôpital Saint-Joseph-Saint-Luc » (2.1.04), « Sarkozy reçoit des médecins urgentistes » (4.1.04), « Un observatoire des violences » (9.1.04), « Urgences de Bellevue, la violence au quotidien » (9.1.04), « Le soin est violent » (9.1.04), réactions de lecteurs (13.1.04).

11 Lire Jean Peneff, *L'Hôpital en urgence*, Métailié, 1992 et *Les Malades des urgences*, Métailié, 2000.

12 Source : entretien avec le personnel soignant de l'hôpital.

13 Une enquête portant sur 480 procès tenus au tribunal de grande instance de Montpellier de mars à juin 2002 indique que 52 % des prévenus « sans profession » ont été condamnés à une peine de prison, contre 1 % des cadres, 14 % des employés et 13 % des ouvriers. En outre, les étrangers ne forment que 5,7 % de la population du Languedoc-Roussillon, mais ils représentent 51 % des procédures de comparution immédiate. 43 % des accusés étrangers écopent de prison ferme, contre 30 % des Français (Cimad, *Les Prétoires de la misère*, janvier 2004, www.cimad.org).

14 « *À Lyon, les agresseurs du personnel médical de l'hôpital Saint-Luc-Saint-Joseph vont passer six mois en prison. Les trois frères âgés de dix-huit à vingt-neuf ans avaient blessé huit membres de l'établissement en décembre dernier. Selon eux, leur mère n'était pas bien soignée. Ils ont donc été condamnés à un an de prison dont six mois avec sursis et devront verser 7 300 euros à leurs victimes* » (France Info, 15.1.04).

15 Le médecin (souvent homme et d'origine bourgeoise) domine l'infirmière (d'origine plus modeste) qui elle-même domine l'aide-soignante (d'origine populaire et le plus souvent issue de l'immigration). La hiérarchie des professions hospitalières retraduit cette lutte de classes dans le rapport au patient : le médecin intervient sur les corps, les infirmières lui préparent la tâche, les aides-soignantes effectuent le travail le plus pénible : nettoyage, alimentation, manipulation des corps.

PLPL présente UN RID

Les produits presse pathétiques (PPP) sont au Parti de la presse et de l'argent (PPA) ce que les sondages sont à la démocratie : une diversion qui trouble la vue. Après « l'affaire » du bagagiste de Roissy jeté en prison par les journalistes pour ouvrir un « débat » sur la sécurité dans les aéroports (lire *PLPL* n°14, avril 2003) ; après « l'affaire » du jeune tétraplégique Vincent Humbert et le « débat » sur l'euthanasie opportunément lancé au moment de la discussion sur le budget 2004 (lire *PLPL* n°17, décembre 2003) ; après les inondations dans le midi et le « débat » sur la météorologie au moment de la suppression des indemnisations chômage à 265 000 personnes (lire *PLPL* n° 18, janvier 2004), les médias (qui mentent) ont construit un nouveau rideau de fumée, plus épais encore que les précédents : « l'affaire du voile » et le « débat » qui s'ensuivit sur la laïcité et la place de l'islam en France.

***Le Canard Enchaîné* (21.1.04) a relevé qu'en 2003, les hebdomadaires *Paris Match*, *Le Figaro Magazine*, *Le Nouvel Observateur*, *L'Express*, *Le Point*, *Valeurs actuelles* et *Marianne* avaient consacré vingt-six couvertures au voile et à la laïcité. De leur côté, les quotidiens nationaux *Le Monde*, *Aujourd'hui en France*, *Le Figaro* et *Libération* ont imprimé près d'une centaine de unes sur ce thème.**

Ce matraquage a permis de minorer les innombrables attaques de la droite française et de la « gauche » allemande contre la protection sociale : trois manchettes de *Libération* sur le chômage, onze sur le voile ; une première page du *Figaro* sur l'emploi, neuf sur le voile.

Un envoyé spécial de *PLPL* a voulu compléter le travail de son confrère palmipède. Pour cela, il a revêtu sa tenue de chasseur de PPP et a plongé dans les catacombes fangeuses où sont stockées les archives du PPA.

Le résultat de la fouille est à la hauteur du risque encouru.

Les Produits presse pathétiques s'enchaînent de telle sorte que l'épuisement d'un débat bidon déclenche aussitôt le surgissement du suivant. Mais « l'affaire du voile » a aussi révélé l'existence de PPP intermittents (PPPI). Ainsi, le « débat » sur la laïcité est passé du rang d'épisode à celui de saga. Elle fut entrecoupée par l'affaire Cantat-Trintignant, les inondations dans le sud de la France, la propagation de la grippe aviaire, les mensonges de Bush et des médias américains à propos de l'Irak, la démission ou non d'Alain Juppé, les nouveaux faux scoops du *Monde*, etc. Entre les interstices, la saga du voile refaisait surface, riche en promesses de nouveaux rebondissements. Des produits dérivés furent lancés : « débats » sur la discrimination positive, sur Tariq Ramadan, sur la nomination d'un préfet « musulman », sur l'humoriste Dieudonné, etc. D'où l'exceptionnelle longévité de ce PPP (à voile).

Trois événements o
les moulins journali

Premier épisod
sœurs voilées du ly
ouvre les vannes d
Du 22 septembre a
les trois grands qu
consacrent 144 art
32 dans *Le Monde*

La loi sur l'interdiction du voile aura surtout permis aux éditorialistes sacs à vent d'emboucher leurs cornemuses, et aux intellectuels à gages d'épandre leur glose gluante (glgl). *Libération* a tenu la corde avec 34 éditoriaux dont 8 de Jean-Michel Thénard, 9 de l'ineffable Gérard Dupuy, 4 de Jean-Michel Helvig (dont l'âge mental ne dépasse pas *« dix ans »* selon une expertise intellectuelle de Noam Chomsky effectuée pour *PLPL* en juin 2000), 4 d'Antoine de Gaudemar (directeur de la rédaction) et même 2 de Serge July (dont le dernier livre d'entretiens avec Alain Juppé se vend assez mal). Alain Duhamel (RTL) bat Pierre Le Marc (La Peste France Inter) sur le score sans appel de 17 à 12 ; avec ses 14 éditoriaux, Gilles D'Auxerre (*Paris-Normandie*) écrase André-Gérard Slama (9 textes dans *Le Figaro*). Hors d'état de se trouver un concurrent régional, Pierre-Jules Gaye tapisse *L'Yonne Républicaine* avec 9 éditos.

Michel Wieviorka aura exposé sa célèbre moustache de caniche dans *Le Figaro* (23.12.03) et à l'émission « C'dans l'air » (France 5, 6.2.04). Alain Touraine, son père spirituel décati, a émis quelques borborygmes dans *Le Monde* (17.12.03), *Libération* (7.1.04), puis à « Arrêt sur Images » (France 5, 14.3.04). Le fantassin de Bush Pascal Bruckner radotera allègrement du *Figaro* (5.11.03) à « Campus » (France 2, 4.12.03). L'avocat du *Monde* et de la police, Alain Bauer, dégazera sa prose dans *Le Figaro* (25.10.03) et (17.11.03) puis à « Culture et dépendances » (France 3, 22.10.03).

EAU DE FUMEE

t relancé
tiques.

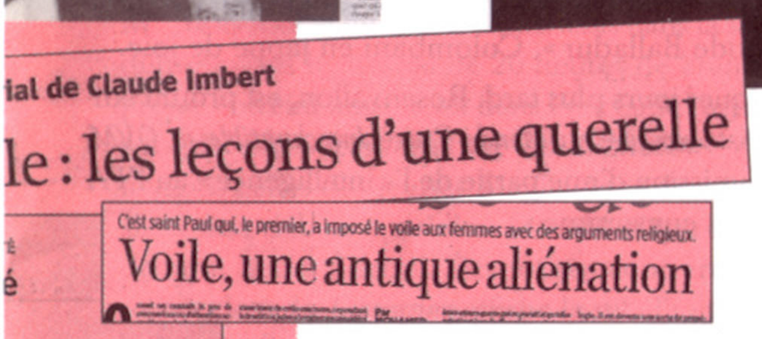
: l'éviction de deux
ée d'Aubervilliers
la médiatisation.
u 24 octobre 2003,
tidiens nationaux y
cles (51 dans *Libération*,
t 64 dans *Le Figaro*).

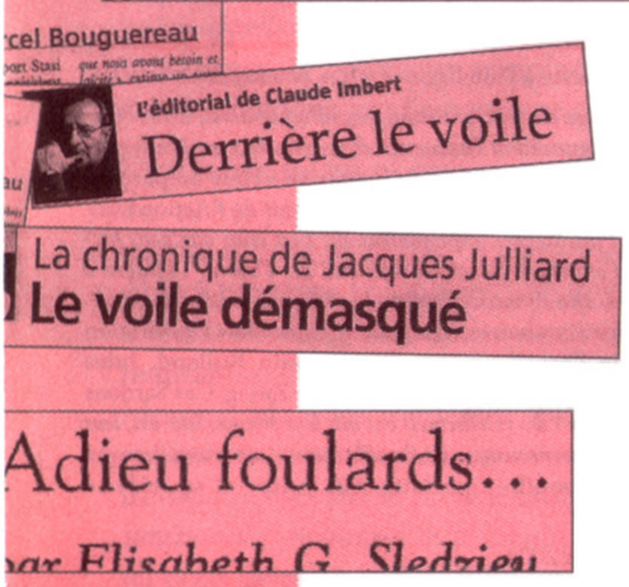
Deuxième épisode : la remise du rapport Stasi début décembre, puis le discours de Jacques Chirac annonçant le vote d'une loi déclenchent en dix-sept jours une avalanche de 283 articles (115 dans *Libération*, 75 dans *Le Monde*, 93 dans *Le Figaro*). *Libération* consacre à lui seul 7 manchettes en décembre 2003, dont l'une comporte ce titre schizophrène : « Ce voile qui prend la tête » (8.12.03). *Libération* feint d'être agacé par les sujets de « une »… sélectionnés par *Libération* !

Troisième épisode : les manifestations de janvier 2004 contre une loi, l'insoutenable suspense de son élaboration et son vote à l'Assemblée Nationale, en février, permettent de relancer une fois de plus ce très rentable PPP avec 362 nouveaux articles en un mois (143 dans *Libération*, 159 dans *Le Figaro*, 60 dans *Le Monde*).

Au total 1284 articles, enquêtes, reportages, brèves, éditoriaux, chroniques, « Rebonds », « Horizons », courriers des lecteurs ont envahi les pages des trois quotidiens nationaux (265 pour *Le Monde*, 507 pour *Libération* et 512 pour *Le Figaro*). Soit en moyenne deux articles par jour dans chaque quotidien durant six mois (septembre 2003-février 2004). En comparaison, le projet de réforme de la Sécurité Sociale n'est apparu que 478 fois dans les colonnes de ces trois journaux*. Presque trois fois moins.

* Compte tenu de l'ampleur de la tâche, il est possible que certains articles nous aient échappé…





La palme du mercantilisme reviendra enfin, une fois de plus, au *QVM*. Distancé par ses confrères par le nombre d'articles publiés, *Le Monde* se rattrape sur la qualité… Le 2 février, il annonce fièrement à la une : « Voile : les enseignants pour la loi ». La lecture du sondage qui fonde cette assertion permet à *PLPL* d'ajouter un spécimen à la collection des faux scoops moustachus publiés par ce journal « de référence » (dont la diffusion a d'ailleurs énormément reculé en 2003). Car le voile et la laïcité n'arrivent en fait qu'au 11ème rang (sur 13) des préoccupations des enseignants sondés. Bien loin derrière l'échec scolaire, la défense du service public et la retraite. Mais tel un chihuahua crispé sur son os, le Roi du téléachat Edwy Plenel insiste pour titrer la page qui présente le sondage : « Trois enseignants sur quatre veulent l'interdiction des signes religieux ».

LA CONJURATION DES IMBÉCILES

Vous êtes contre l'OTAN et le tout-au-marché ; mais le libéral-kaki Daniel Cohn-Bendit vous séduit. Contre la fric-culture ; mais vous achetez les disques découverts dans des magazines culturels gavés de publicité. Vous pensez aux sans-papiers, aux immigrés, aux femmes battues, aux recalculés de l'Assedic, aux sans-logis, aux Tibétains… Comment survivent-ils ? Pour les aider, vous seriez prêt à tout. Même à expédier un courrier électronique. Bingo ! Vous appartenez au cœur de cible des *Inrockuptibles*, l'hebdomadaire des gens qui souffrent intelligemment au nom des autres (lire *PLPL* n° 12, décembre 2002).

Le 10 février 2004, vous recevez un mèl appelant à signer un « *appel contre la guerre à l'intelligence* ». Votre sang ne fait qu'un tour. Il s'agit de combattre l'appauvrissement des intermittents du spectacle, des thésards, des urgentistes, des juges, des psychanalystes, des archéologues, des profs, des étudiants, des avocats… bref, de défendre « *tous ces secteurs du savoir, de la recherche, de la pensée, du lien social, producteurs de connaissance et de débat public.* […] *Tout le travail invisible de l'intelligence, tous ces lieux où la société se pense, se rêve, s'invente, se soigne, se juge, se répare*[1]. » Pardi, c'est de vous qu'il s'agit ! Le 18 février, vous courrez voir si votre nom figure parmi les 8 000 premiers signataires retenus par les *Inrockuptibles*. Le kiosquier est dévalisé : vos voisins ont eu la même idée. Une amie graphiste vous rassure, votre nom scintille en lettres de feu aux côtés des champions de la culture progressiste. La liste est longue, intercalée entre une publicité pour une multinationale de l'électronique et une réclame pour des pantalons confectionnés dans les ateliers du tiers-monde. Le « *parti de l'intelligence*[2] » est lancé. Il arbore ses mascottes : Patrice Chéreau et Ariane Mnouchkine (qui insultaient les intermittents du spectacle en juillet 2003) ; les canassons blairistes Michel Rocard et Jack Lang ; sans oublier Alain Touraine, signataire d'une pétition de soutien à Alain Juppé en 1995.

Les rédacteurs de l'appel sont journalistes. L'un aboie à France Culture, deux émargent aux *Inrockuptibles*. Le quatrième, l'opportuniste mondain Sylvain Bourmeau, palpe aux deux guichets. Directeur adjoint de la rédaction des *Inrockuptibles*, il produit aussi une émission conformiste que Laure Adler n'a jamais songé à supprimer. L'univers mental de Bourmeau est balisé par les cocktails, les vernissages, et le studio 167 de la Maison de la radio où défilent des grappes de demi-intelligents avides de radio-vendre leur dernier livre. Au-delà de ce triangle s'étendent les marais grouillant d'« incultes » qui ne lisent pas *Les Inrockuptibles*. Bourmeau et ses amis ont logiquement rédigé un « appel contre la guerre à l'intelligence » plutôt qu'un appel général contre la guerre au salariat. On reste entre soi, mais on jure que « *ce sursaut des professions intellectuelles concerne l'ensemble de la société* » (texte de l'appel).

Toutefois, ainsi que le rappellent nos camarades du mensuel *CQFD*, « Les Inrocks *ont pris garde à ne pas oublier "les chômeurs, les précaires et les pauvres" qui, bien que n'exerçant aucun magistère "intellectuel", ont quand même droit à un strapontin au bout de la vingtième phrase (sur les vingt-deux que compte le texte*[3]*)* ». À Radio France, la pétition provoque l'hilarité. Un délégué syndical confie aussitôt à *PLPL* : « *Bourmeau nouveau héraut de la résistance et héros de la gauche bien pensante, c'est trop!* […] *Tout le monde à Radio France riait il y a quelques semaines* [pendant la grève du mois de février] *: le sujet de son émission était "la grève". Or il n'a jamais fait une heure de grève, ni même pris quelques minutes pour essayer de comprendre ce qui se passait autour de lui. Il n'a jamais passé le nez dans une AG pour écouter… Juste du mépris.* »

Le sociologue sardon Pierre Bourdieu avait analysé la prétention des diplômés qui revendiquent le monopole de l'intelligence : « *Le racisme de l'intelligence est un racisme de classe dominante* […] *dont le pouvoir repose en partie sur la possession de titres qui, comme les titres scolaires, sont censés être des garanties d'intelligence* […]. *Il est ce qui fait que les dominants se sentent d'une essence supérieure*[4] ».

En 2002, il avait fallu des mois pour que les travailleuses d'une entreprise de nettoyage attirent l'attention des journalistes ; des mois encore pour que les enseignants de banlieue crèvent la surface médiatique au printemps 2003. Sans parler des 16 000 salariés décédés d'accidents du travail entre 1991 et 2002, enterrés par la presse en quelques lignes[5]. Cette fois les médias se montrèrent d'autant plus complaisants avec l'appel des *Inrockuptibles* que le texte réclamait davantage d'argent pour les secteurs où se recrute l'essentiel des consommateurs de presse nationale. L'« *appel contre la guerre à l'intelligence* » déclinait ainsi sur un mode lettré la campagne de Michel-Édouard Leclerc pour la hausse du pouvoir d'achat des clients de supermarché : des journalistes parisiens pétitionnaient pour le maintien du pouvoir d'achat des acheteurs de journaux parisiens. Le PPA a vite compris qu'il fallait à tout prix soutenir cette opération.

Aussitôt *Le Monde*, dont les ventes piquent du nez (-4,44 % en 2003), met en scène un gigantesque « débat » autour du « *mouvement lancé par* Les Inrockuptibles » – un hebdomadaire que Colombani rêve de racheter pour le fusionner avec *Télérama*. Le jour de son lancement, la pétition est amplement relayée à la une du *Quotidien vespéral des marchés* (18.2.04). Et ce journal qui n'a cessé de prôner la rétraction de l'État social[6] se redécouvre une passion pour la subvention publique des activités intellectuelles (éditorial du 24.2.04). La polémique qui s'ensuit illustre la « *simplification des débats publics* […] *amputés de leur épaisseur et de leurs contradictions fécondes* » que dénonçait pourtant l'opportuniste Bourmeau dans sa pétition. Comme les opposants à l'appel sont souvent des réactionnaires vermoulus (la droite médéfisée secondée par *Le Point*, *Le Figaro*, *Les Échos*), rares sont les progressistes à dénoncer la nullité et la démagogie du texte[7]. Dans le *QVM*, l'opposant type est Denis Tillinac, conseiller de Chirac, dont l'entretien s'achève sur une ode aux Évangiles ! (5.4.04.)

DES JOURNALISTES PARISIENS PÉTITIONNENT POUR LE MAINTIEN DU POUVOIR D'ACHAT DES ACHETEURS DE JOURNAUX PARISIENS

Ailleurs, c'est l'embrasement. Le 24 février 2004, les sept premières minutes de la revue de presse de France Inter (célèbre pour sa médiocrité) sont consacrées à l'appel des *Inrockuptibles*. Les hebdos à bobos embrayent. *Télérama* titre sans rire : « Le prof, l'intermittent, le chercheur : les nouveaux parias ? » (14.2.04.) Puis vient le tour de Laurent Mouchard-Joffrin, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*. « "L'Obs" *soutient l'appel à la guerre contre l'intelligence* », glapit-il dans sa barbe tandis que son magazine ovationne « *les fédérés des* Inrockuptibles [sic] *et autres combattants du front culturel* » (26.2.04). Les occasions de se rêver en communard n'étant pas si fréquentes dans une vie de Mouchard, Joffrin se déniche un Courbet[8] en la personne de Jack Lang qui, à défaut de scier la colonne Vendôme, s'étale dans celles du *Nouvel Observateur* pour clamer la paternité intellectuelle du mouvement. En 1994, « Djack » espérait déjà qu'Édouard Balladur lui confierait « *un ministère de l'Intelligence* »[9] en cas de victoire aux présidentielles de l'année suivante.

Lors de la démission des directeurs de laboratoires de leurs fonctions administratives, *Le Monde*, *Libération* et *l'Humanité* consacrent leur « une » deux jours de suite à l'événement. Au total, les éditions du *QVM* datées des 3, 5, 7-8, 10 et 11 mars ont octroyé quatre colonnes à la « une » aux contestataires « *intelligents* » (le 9 mars, ils doivent se contenter d'une colonne, le gros titre étant réservé à la célébration du tyran moustachu José Maria Aznar ; lire p. 11). Des dizaines de pages, de tribunes, trois éditoriaux et surtout ce cri du cœur qui témoigne à la fois de la fatuité d'Edwy Plenel et de son désir de gagner encore plus d'argent : « *En France, on n'investit pas assez dans l'intelligence* » (éditorial, 3.3.04). Il n'est plus question de « repli corporatiste », de « privilégiés », de « contribuables pris en otage », etc. Les manifestants sont cultivés : les médias sont avec eux.

Mais, assez vite, les risettes commerciales se figent en rictus idéologiques. Dans *Le Nouvel Observateur*, Mouchard sermonne : « *Encore faut-il que cet effort budgétaire s'accompagne de réformes… qui ne seront pas toutes indolores.* […] *Le "toujours plus" ne fait pas une stratégie.* […] *le système français est trop rigide, immobile, et les méthodes d'évaluation (ou d'auto-évaluation) sont insuffisantes.* […] *la contribution du privé pourrait être sensiblement augmentée et coordonnée avec les efforts de l'État sans qu'on crie nécessairement à "l'ultralibéralism" et à la "soumission" du travail intellectuel "aux exigences du profit".* […] *Jeter de l'argent public dans une structure inadaptée et inefficace, c'est arroser un tas de sable* » (11.3.04). Même son de cloche au *Monde*, où Edwy Plenel flatte d'une main la croupe des sociologues qui acceptent de s'avilir en remplissant ses colonnes, et rassure de l'autre ses amis patrons : « *La plupart des chercheurs* […] *savent les pesanteurs de leurs structures, la lourdeur du fonctionnement des labos* […] *et le labyrinthe du code des marchés publics* » (*QVM*, 11.3.04). Ce que reproche en réalité le PPA au gouvernement, c'est d'avoir suscité chez les professions intellectuelles des réactions radicales qui entravent toute libéralisation « en douceur » de leurs secteurs. Inspirateur en 1995 de la pétition pro-Juppé, le (médiocre) professeur au Collège de France Pierre Rosanvallon confie sa consternation à Jean-Marie Colombani : « *On développe une culture de la résistance* […]. *Le fait d'avoir fait tous ces arbitrages malheureux fait qu'il va y avoir la crispation de tout un milieu qui va maintenant se réfugier, pour une partie en tout cas, dans une attitude négative* » (France Culture, 28.2.04). Nostalgique de la « méthode Balladur », Colombani en jappe de joie.

Quelques jours plus tard, Rosanvallon, est promu éditorialiste associé au *Monde*. Entre *Inrockuptibles* et *QVM*, la soumission d'une partie de l'« intelligence » au PPA est alors consommée.

1 « Appel contre la guerre à l'intelligence », *Les Inrockuptibles*, 18.2.04.

2 En choisissant le titre de leur pétition, *Les Inrockuptibles*, dont l'histoire n'est pas le fort, ignoraient l'existence d'un glorieux antécédent… Le 19 juillet 1919, *Le Figaro* publiait un manifeste « Pour un parti de l'intelligence » signé par Charles Maurras et ses amis de l'Action française. « *Le parti de l'intelligence, expliquaient-ils, c'est celui que nous prétendons servir pour l'opposer à ce bolchevisme qui, dés l'abord, s'attaque à l'esprit et à la culture, afin de mieux détruire la société, la nation, la famille, l'individu.* » Les pétitionnaires fulminaient contre la « Déclaration d'indépendance de l'esprit » signée par Romain Rolland, Jules Romains, Albert Einstein, Bertrand Russell, Stefan Zweig. Ces Sardons déploraient : « *La plupart des intellectuels ont mis leur science, leur art, leur raison au service des gouvernements* ». Et ils affirmaient ne travailler que pour « le peuple qui souffre, qui lutte, qui tombe et se relève » (*L'Humanité*, 26.6.1919).

3 *CQFD*, n° 10, 15 mars 2004.

4 Pierre Bourdieu, « Le racisme de l'intelligence », in *Questions de sociologie*, Minuit, 1984, pp. 264-268.

5 Lire *PLPL* n° 13, février 2003.

6 Arnaud Leparmentier a résumé la ligne du *Monde* : « *Depuis vingt ans, les États européens ont fait le mauvais choix. Ils n'ont guère augmenté leurs dépenses régaliennes – police, justice, armée,* […] *En revanche, l'État social (santé, retraites, allocations familiales, chômage, aide au logement, RMI) ne cesse de progresser* » (*QVM*, 14.6.02). Lire *PLPL* n° 1, octobre 2001 et n° 15, juin 2003.

7 Responsable éditorial d'*Alternatives économiques*, Philippe Frémeaux a toutefois rappelé l'évidence: « *On ne prend pas un grand risque à proposer à tous ceux qui se pensent plus intelligents que les autres d'envoyer un e-mail qui certifie leur différence.* » (*Libération*, 24.2.04)

8 Chargé de la culture pendant la Commune de Paris en 1871, le peintre Gustave Courbet fut accusé par les versaillais d'avoir organisé le déboulonnage de la colonne Vendôme, symbole du PPA.

9 Voir « Lang balladurien ? », *Libération*, 7.1.04.

BRÈVES MOUSTACHUES...

PLPL N° 19

MOUCHARD S'APPELLE MOUCHARD

Le 21 novembre 2003, l'hebdomadaire *Le Nouvel Économiste* consacre sa rubrique « Portrait » au directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*. L'article commence par ces mots : « *Il s'appelle Mouchard. Pour un journaliste, cela pourrait faire désordre. Par hasard, il a emprunté le nom de sa station de métro, Jules-Joffrin.* » Mouchard affirme au *Nouvel Économiste* : « *Ma cause, c'est le socialisme.* » Mais, comme l'a démontré *PLPL*, Mouchard ment. Le journaliste qui l'interroge ne tarde pas à s'en apercevoir, car Mouchard commet l'imprudence de lui détailler sa conception du « socialisme » : « *Au* Nouvel Observateur, *je suis le seul à avoir licencié des salariés. À* Libération, *j'ai résisté à trois grèves générales.* »

JULLIARD SCANDALISÉ

Nanti d'un « *tempérament de feu* », l'inamovible cumulard Jacques Julliard trépigne dans *Le Nouvel Observateur* : « *Les élites françaises sont les plus fermées, les plus endogènes, les plus incestueuses du monde* » (19.2.04). Il devra expliquer cela à son camarade de repas et de « débat », Claude Imbert, lors d'un de leurs festins de sybarites, entre deux bouchées d'oie farcie à la purée de girolles.

LE DÉSIR SELON FRANCE INTER

« *Pas de Nicolas Poincaré aujourd'hui. Comme ça, vous le désirerez très fort jusqu'à mardi prochain.* » (Pascale Clark, « Tam, tam, etc. » France Inter, 3.2.04).

BROMBERGER RÉCIDIVE

Ancien journaliste pro-américain de TF1 pendant la guerre du Golfe, Dominique Bromberger a ensuite rejoint Jean-Marc Sylvestre sur France Inter. Parfois les chroniques des deux amis sont interchangeables. Ainsi, le 2 mars 2004, Bromberger s'en est pris à ceux qui avaient gâché la soirée du sinistre Aillagon en rappelant le sort des intermittents du spectacle : « *Nous avons eu, nous en France, les coups de gueule prévus et prévisibles de nos mini-stars.* [...] *Bertrand Cantat, quand il n'avait pas encore provoqué la mort de Marie Trintignant, s'en prenant à Jean-Marie Messier et comble du ridicule, cette année, Valérie Lagrange dénonçant le profit, comme si celui-ci n'assurait pas à son tout petit talent des revenus assez confortables !* » Le talent de Bromberger est inexistant.

LE MARKETING DU *MONDE*

Un dépliant publicitaire du *QVM* envoyé à *PLPL* proclame : « *Recevez avec votre abonnement au* Monde *des chèques-cadeaux pour une valeur de 40€. Vous pourrez les utiliser dans tous les magasins Fnac en France métropolitaine mais également dans les Fnac Service, Fnac Musique, Fnac Junior, Éveil et Jeux et Graine d'éveil.* » Pinault, propriétaire de la Fnac, est le plus gros actionnaire individuel du *Monde*.

VAL : L'ÉPÎTRE AUX ABSTENTIONNISTES

Le dictateur de *Charlie Hebdo* ne cesse de traquer les « malades » qui n'apprennent pas ses éditos par cœur et n'aiment pas autant que lui Cohn-Bendit, l'OTAN et Jean-Paul Huchon. Le 24 mars 2004, Val a expliqué à ses ouailles : « *L'"élection-piège à cons" de Sartre était le produit d'une autre époque* [...] *Tout cela est bien loin. L'abstention qui se justifie par le "tous pourris" est une forme de petite paranoïa qui, comme toujours, s'accompagne d'un orgueil terrible, d'une mégalomanie secrète et misérable* [...] *L'abstentionniste d'aujourd'hui témoigne d'un mépris pour lui-même, le monde et les autres.* »

TOUT EST À RECOMMENCER

En 1944, Albert Camus écrivait : « *L'appétit de l'argent et l'indifférence aux choses de la grandeur avaient opéré en même temps pour donner à la France une presse qui, à de rares exceptions près, n'avait d'autre but que de grandir la puissance de quelques-uns et d'autre effet que d'avilir la moralité de tous. Il n'a donc pas été difficile à cette presse de devenir ce qu'elle a été de 1940 à 1944, c'est-à-dire la honte du pays* » (*Combat*, 31 août 1944).

ÊTES-VOUS « MODERNE » OU IRAKIEN ?

À France Info, on est bien content d'être français et moderne et pas irakien et archaïque. La preuve, il y pratiquement un an on pouvait entendre ça : « *Bagdad n'est pas une ville orientale, c'est une ville moderne* » (5.4.03). Aujourd'hui, on peut encore entendre ça: « *Cette irakienne est une femme moderne, elle envie les femmes occidentales* » (8.3.04).

MÉTISSAGE MOUSTACHU...

Le Monde s'est-il inspiré du journal d'extrême droite des années 1930 *Je suis partout* afin de racoler quelques lecteurs racistes de plus ? La question est sur toutes les langues depuis qu'Edwy Plenel, directeur de la rédaction, a supervisé la publication d'un reportage consacré à la Martinique dont les premières lignes racontaient : « *À La Rotonde, un bar de l'hyper-centre de Fort-de-France, la serveuse, une vieille négresse édentée, se traîne vers la table du client* » (*Le Monde*, 21.2.04). Deux ans auparavant, un éditorial célébrait pourtant l'entrée au Panthéon d'Alexandre Dumas, « *le mulâtre victime du racisme, le descendant d'esclave* [...], *Dumas le symbole des identités plurielles et mêlées* » (1.12.02). Les temps changent... *PLPL* invite ses lecteurs à protester à l'adresse : plenel@lemonde.fr

... ET MOUSTACHE POLICIÈRE

Un agent de *PLPL* infiltré au cœur du *QVM* sous le nom de Benoît Merlin est parvenu à faire publier dans *Le Monde* daté du 19 février 2004 un article titré « Policier moustachu, policier respecté ». Ce texte-canular expliquait : « *Traditionnellement, la moustache est un signe de virilité dans les régions rurales du sous-continent indien. Désormais, elle sera synonyme d'autorité et fera partie de la panoplie du parfait policier.* [...] *Une rangée de poils inspirerait le respect et accentuerait l'autorité des agents. La moustache fait le policier.* [...] *La moustache vaut désormais une prime. Les dix premiers policiers moustachus perçoivent chaque mois la somme de 30 roupies (environ 50 centimes d'euro) pour leurs efforts. Parce qu'ils le valent bien...* » *Au Monde*, le premier policier moustachu touche infiniment plus, mais il ne vaut pas grand-chose...

M6 OU LA SOLIDARITÉ ... DANS LES JEUX D'ARGENT

Nicolas de Tavernost, président du directoire de M6 (130 millions d'euros de bénéfice en 2003), s'est confié au *Figaro Entreprises* (1.3.04) : « *M6 a une responsabilité sociale. C'est pour cela que nous programmons de grandes émissions sur la sécurité routière.* [...] *Nous allons nous attacher aux problèmes d'intégration et à la diversité socioculturelle de la société française actuelle. Par exemple, les jeunes sont attachés à la solidarité et nous allons prendre en compte cette dimension dans les jeux d'argent que nous allons lancer.* »

UN CHAUVE VEUT RESSEMBLER À UN BARBU

Interrogé par *L'Express* (2.2.04) dans le cadre d'un questionnaire de Proust sur « *la figure historique à laquelle vous auriez aimé ressembler* », Laurent Fabius répond : « *Jean Jaurès* ». C'est déjà ressemblant pourtant. La preuve ? Qui a dit : « *Si les ouvriers de tous les pays avaient été une force une, peut-être auraient-ils pu imposer un peu de pitié à la férocité sournoise de l'Europe gouvernementale et capitaliste. Oui, le prolétariat universel, c'est l'ébauche, incertaine encore, de l'unité humaine* » ? Jaurès ? Fabius ?

Énorme surprise : il ne s'agit pas de Laurent Fabius, mais de Jean Jaurès (*Œuvres de Jean Jaurès*, Fayard, 2001, tome VI, p. 382.)

MOUCHARD PERSISTE : VIVE LES « RÉFORMES » DE RAFFARIN !

Dans un éditorial critique du gouvernement, Laurent Mouchard-Joffrin rappelle son soutien à la principale « réforme » de la droite : « *Les retraites ont été réformées et sans doute fallait-il en passer par là, c'est-à-dire accepter, comme "l'Obs" l'a fait, le compromis négocié par la CFDT* » (*Le Nouvel Observateur*, 19.2.04). Vive les hebdomadaires de gauche !

LA BANDE À BOLLO

En attendant que son employé Philippe Labro lui constitue un gros groupe médiatique, Vincent Bolloré a reçu la Légion d'honneur en février dernier au pavillon Gabriel, près des Champs Elysées. Les milliardaires étaient nombreux : Henri de Castries, Claude Bébéar, Serge Dassault, Liliane Bettencourt... L'ex-ministre de la Police, Nicolas Sarkozy, était également présent. Mais la « gauche » raffole elle aussi de Bolloré. Dans le « comité stratégique » du spéculateur siègent à la fois le président du conseil de surveillance du *Monde*, Alain Minc, et l'ancien ministre socialiste Jean Glavany. Glavany dirigea la campagne de Lionel Jospin en avril 2002 – avec le succès qu'on sait. Avec ses euros, Bolloré, lui, ne perdra jamais.

LES LÉGIONS D'HONNEUR DE DUHAMEL

Dans *Le Point* du 19 février 2004, Alain Duhamel, *alias* Purée froide, attribue ses Légions d'honneur. « *Parmi les éditorialistes français, Jean Boissonnat et Jacques Julliard figurent à coup sûr dans le tout petit groupe, une demi-douzaine pour être généreux, des plus marquants. Ils ont en commun leur catholicité proclamée, leur aversion de toujours envers le marxisme et le communisme – une originalité parmi les intellectuels de leur génération –, une conscience sociale affichée, un vif sentiment européen et une manière très directe d'exprimer leurs convictions.* » Julliard, « *brillant universitaire en même temps que journaliste, affiche un tempérament de feu, volontiers polémique, une culture étincelante et des engagements aussi entiers qu'honorables* ». Une demi-douzaine moins Boissonnat, moins Julliard, il n'en reste que quatre de leur calibre. Une fois enlevé Alain Duhamel, lui aussi à la « *culture étincelante* », ça n'en fait plus que trois. Qui ? Réponses à : sondageplpl@pureefroide.com

UNE FEMME DE « MÉNAGES »

Interrogée par ses très bons amis du *Monde* (7-8.3.04), Christine Ockrent s'inquiète d'« *une forme de populisme : la revanche des quidams contre les élites gagne* ». La femme de l'ancien ministre Kouchner explique ainsi l'affaire Mazerolle / Pujadas : « *Cette crise déplorable est venue de la promiscuité entre les responsables de l'information et le milieu politique, le pouvoir en place.* » En voyage en Birmanie, Bernard Kouchner n'a pas commenté cette déclaration. Christine, qui fut candidate avec Jean-Luc Lagardère au rachat de TF1 en 1987 (finalement vendue à Bouygues), explique aussi : « *Le problème fondateur de France 2, c'est la privatisation de TF1. La France est le seul pays où la chaîne dominante est la chaîne privée.* » Ockrent la Rapace fait des « ménages » pour les trusts capitalistes à condition qu'on la règle 18 000 euros pour une demi-journée. La privatisation ne la gêne que quand elle ne lui rapporte pas.

NARCISSES AU PAYS DES MÉDIAS

VRP des maisons de disques, d'édition ou des conglomérats du cinéma, les artistes colonisent les colonnes, parasitent les ondes, squattent les écrans. Avec des journalistes en guise de bavoir.

Interrogé sur ce qu'il voudrait « *encore développer* », Jean-Luc Hees, directeur de France Inter, licencieur de Martin Winkler et intermittent du spectacle pour le trust pharmaceutique Novartis, répond : « *La culture, la culture, la culture* » (*Le Nouvel Observateur*, 18.3.04). Car la culture, c'est l'ouverture bien sûr. Mais, dans les médias, au lieu d'ouvrir sur le monde, la culture le rétrécit. Elle sent le renfermé. Sitôt placés face à un journaliste, artistes et écrivains qui ne jurent que par l'« autre » se replient sur leur sujet favori : eux-mêmes. Des animateurs surpayés mettent en scène cette fermentation d'ego sur leurs plateaux. Ceux de « Tout le monde en parle » (Ardisson, France 2), « Le Monde des idées » (Plenel, LCI), « On ne peut pas plaire à tout le monde » (Fogiel, France 3). Désormais d'autres chevaliers des arts et des lèches les concurrencent.

Ainsi, France Inter nous informe que Laetitia Casta « *reporte l'amour sur l'enfant, plutôt que de vivre sa vie de femme* », que Zabou a « *appris le grec moderne* », que ses parents « *avaient une maison en Sologne* », que Vincent Lindon, lui, « *préfère Étretat* », qu'Isabelle Carré n'était « *pas très forte en maths et en physique* », que Claire Borotra « *pose le pain à l'envers* », fait « *porter les cols roulés à son compagnon* » et « *rachète les habits qu'elle porte à l'écran* » (car elle « *déteste faire les magasins* »).

Lustrer les bottes des vedettes : dans cette mission de service public, c'est Pascale Clark sur France Inter qui frotte le plus fort.

Pascale Clark : *Comment faites-vous avec les souvenirs ? Ça vous encombre, les souvenirs, ou alors euh…*
Daniel Darc : *Bah non en fait j'ai… Je me rappelle de certaines choses qui pour beaucoup de gens, enfin, pour d'autres, n'ont pas d'intérêt. J'oublie beaucoup, j'oublie beaucoup.*
Pascale Clark : *Mais volontairement, ou de fait ?*
Daniel Darc : *Non, ça se fait comme ça. Et puis y a des trucs qui restent, y a beaucoup de choses qui restent… Forcément, maintenant j'ai, euh, quarante-quatre ans je sais pas, quarante-quatre ans.*
Pascale Clark : Vous êtes sûr ?
Daniel Darc : *Ouais ouais, 20 mai 59 donc euh, je sais pas ouais c'est 44. Et euh, donc euh, ouais, y a pas mal de choses qui restent, bien sûr.* (« Tam Tam, etc. », 16.2.04.)

Quoi d'original, dans ces lignes ? Rien, justement : un échange banal, narcissisme contre vacuité. Banal : les émissions culturelles nous ont accoutumés à ces dialogues sans substance. On s'est résignés à ces artistes qui ne disent rien au monde et sur le monde, ou par inadvertance.

Même les « engagés » cèdent (sans résistance) aux exigences de la promotion. Vincent Glenn veut faire connaître Davos, Porto Alegre et autres batailles. Qu'énoncera-t-il à l'émission de Pascale Clark sur la dette du tiers-monde ? Rien. Sur l'eau marchandisée ? Rien. Sur l'AGCS ? Rien. Une minute, en tout et pour tout, consacrée à l'industrie pharmaceutique. Le reste sur les « *salles qui diffusent* » son œuvre, sur son « *combat pour trouver un distributeur, un producteur* », sur une « *éventuelle projection à Davos* », sur son « *parcours, attentif, à l'écoute* » (7.1.03). Ken Loach vient présenter *Sweet Sixteen*, et que dévoile-t-il sur la pauvreté en Grande-Bretagne, sur la désindustrialisation, sur la pénalisation de la misère ? Rien. À la place, il revient sur ses seize ans à lui, sur les sous-titres en anglais, sur le choix des comédiens, et sur ses promenades :

Pascale Clark : *Alors, est-ce qu'il y a un rituel ? Quelque chose que vous faites quand vous venez à Paris ?*
Ken Loach : *Je n'ai pas le temps d'habitude. J'aime bien me promener à pied…*
Pascale Clark : *Dans quel quartier ?*
Ken Loach : *La Rive gauche, parce que, etc.*

Le fond s'évapore. Ne reste que la forme des invités, que Pascale Clark sonde d'un « *Vous allez bien aujourd'hui ?* »

Ses questions, elle les pose comme un miroir. Dedans, les artistes contemplent leur reflet à l'infini : « *Vous êtes allé en salle voir* Si j'étais riche, *Jean-Pierre Darroussin ? – Oui oui oui, le plaisir il est là.* »

Une jouissance onaniste. Celle de Nathalie Baye se prolonge :

Pascale Clark : *Quand vous vous réécoutez, vous vous dites quoi ? Bien joué ?*
Nathalie Baye : *Non. En réalité, on peut se réécouter longtemps après…*
Pascale Clark : *Et les rushs, pareil ?*
Nathalie Baye : *J'aime pas trop être spectatrice au moment où je le joue. Je pense que je le vois mieux dix ans plus tard…*
Pascale Clark : *Ah, il faut dix ans… Et vous avez fait des redécouvertes, comme ça ?*
Nathalie Baye : *Oui oui oui, dont un que j'ai tourné…*

À son tour, Manu Chao exprime un désarroi – moins pour les méfaits du FMI que pour ses performances sonores.

Pascale Clark : *Vous les écoutez, vos albums ? Ou ils sont déjà dépassés ? parce que c'est vivant, tout ça, chez vous…*
Manu Chao : *J'ai du mal à les écouter, à les aimer ou à pas les aimer.* […]
Pascale Clark : *Mais à l'improviste, à la radio par exemple, hop, et puis c'est l'un de vos morceaux… Y a un moment de réaction, comme ça, on ne calcule pas…*
Manu Chao : *Bah oui, je te dis, quand c'est un morceau tout frais, franchement euh, j'ai du mal j'ai du mal, parce que je trouve ça naze.*

Ils s'admirent, ils se haïssent, qu'importe : tous considèrent gravement leur nombril. Et derrière, le monde s'efface. Manu Chao le proclame, pourtant : « *J'ai accès aux micros, y a beaucoup de gens qui ont pas accès aux micros. Quelque part, je considère que c'est une petite responsabilité.* » Son temps de parole, il en use donc pour rappeler sa tournée au Japon (« *Franchement, c'est un bon public* »), son petit pécule (« *Je possède ma musique, je possède mon savoir, je possède de l'argent. Je loue un petit appartement. J'ai de quoi vivre* »), ses futurs voyages (« *Vous sentez un appel ? – Oui, l'Inde, la Mongolie, le pôle Nord, l'Antarctique…* ») Il n'oublie pas, bien sûr, un zeste de révolte : « *Zéro concession, c'est Marcos au Chiapas. Ça, peut-être, un jour…* » Une pose de plus dans sa panoplie. Et voilà Clark la transgressive qui accueille un révolutionnaire…

C'est ailleurs que la journaliste situe la dissidence : « *Pourquoi être en noir ? Pour mieux refléter la lumière des autres ? C'est une manière de s'effacer ? En quoi c'est insolent, le noir ?* » L'interview qui dérange. On suppose l'artiste désarçonné, obligé de quitter les rails du téléachat autosatisfait. Et Pascale Clark frissonnant d'audace à l'idée d'avoir posé une question dont la réponse ne figurait pas dans le dossier de presse de l'artiste. La litanie continue, immuable, comme une musique de fond : « *Alors, comment s'est immiscée en vous l'idée d'un nouvel album ?* » ; « *Vous aviez une direction, pour cet album ?* » ; « *Pour l'instant, il n'y a pas de photo sur cet album. Il y en aura une* » ; « *Qu'est-ce qui fait que vous avez décidé d'incarner ce personnage ?* » Imagine-t-on qu'en journalisme politique, social, ou économique, la promotion remplace aussi crûment et aussi systématiquement l'information ? À ce compte, le chroniqueur risquerait à terme le discrédit professionnel. Mais, dans le domaine culturel, le journaliste tire de sa fainéantise, de sa complaisance, un profit symbolique. Pascale Clark sur France Inter, Josyane Savigneau au *Monde* ou Franz-Olivier Giesbert sur France 3 (« Culture et dépendances ») apparaissent comme les amis des créateurs ; comme des mécènes médiatiques ; comme des connaisseurs des arts. Leur nullité est couronnée[1].

« *C'est compliqué, Manu Chao, ce rapport à la célébrité ?* » Il faudrait reproduire ici le timbre de Pascale Clark : ses insignifiances, elle les articule avec gravité, comme si les lieux communs masquaient une profondeur. La voix est pleine de suspense, des mystères de l'art qu'elle effleure. Pleine d'angoisse, gonflant d'inquiétude à tout bout de phrase. C'est à ces poètes maudits qui signent des contrats en or, se prélassent sous les sunlights, exercent leur passion comme métier et se baignent dans les euros que Pascale Clark réserve ses inquiétudes. Grâce à « Tam Tam, etc. », les auditeurs découvrent les revers de la notoriété : « *Question autour d'un incroyable succès, de contrôle de la suite incertaine. Car le succès, c'est aussi des soucis, Manu Chao ?* » C'est fragile, les artistes. Leur santé chagrine la bonne docteur Clark, qui ausculte leurs souffrances dans sa cellule de crise psychologique : « *On ne sort pas indemne d'un tel film. Quand vous vous êtes vu, ç'a dû être un choc, non ?* » (Dominique Blanc, 10.1.04). « *Le fait que vous soyez timide, mais vous dites à "l'intérieur"… C'est difficile, à l'intérieur ?* » (Juliette Gréco, 24.10.03). « *On a parlé de vous, le retour d'un* has been. *Vous avez le sentiment, Alain Chamfort, d'avoir souvent été victime de malentendus ?* », « *C'est difficile [de faire la promo], c'est difficile ?* » (21.10.03). « *Et la critique, ça, ça fait mal ? Ça fait douter ?* » (Véronique Olmi, 5.1.04). Sans compter cette tragédie, qu'endurent tous ses invités : « *Et vous avez peur, avant de monter sur scène ?* » (variantes : « alors que votre film, disque, livre – rayez la mention inutile – va sortir ? »).

Les bobos des stars du spectacle et de la presse alimentent un marché éditorial dérivé. Le PDG de Nova, Jean-François Bizot, se fait opérer de la vessie ? Il raconte sa palpitante aventure dans un livre (*Un moment de faiblesse*, chez Grasset) ; Raphaël Enthoven délaisse Justine Lévy pour Clara Bruni ? La fille de BHL fait aussitôt éditer *Rien de grave* (Stock). L'ex-PDG de RTL Philippe Labro fait une dépression nerveuse ? Il rédige *Tomber sept fois, se relever huit* (Payot). Jean-Marc Sylvestre réchappe d'un malaise cardiaque ? Encore un livre. Accompagné, comme ceux de Bizot, Lévy et Labro, par le caquetage admiratif des confrères saluant le courage et le « talent » des miraculés. Les traumas d'alcôve de ces damnés de la terre se dilatent en une cause universelle. Le livre de Labro sur la dépression de Labro débouche inévitablement sur une émission de Franz-Olivier Giesbert consacrée au thème « Sommes-nous tous dépressifs ? » (« Culture et dépendances », France 3, 12.11.03) À charge de revanche : Franz-Olivier endurera un jour ou l'autre les tourments d'une constipation passagère, d'un orgelet, d'une carie, dont il infligera le récit détaillé au monde entier[2] – sous les hourras d'un Labro enfin ragaillardi.

Et parce que le néant des artistes gâtés, gavés, élevés sous cloche éclipse le reste du monde social, le patron multimillionnaire Thierry Ardisson peut brailler sur le plateau de « Tout le monde en parle » (France 2, 21.2.04) : « *Finalement, la chose la plus révolutionnaire du monde, c'est la culture.* »

1 Ce paragraphe s'inspire d'un article fondateur paru dans le journal picardosardonique Fakir sous le titre délicieux « Stop la culture ! » (n° 18, décembre 2003, p. 11)

2 Pour son « livre » consacré à sa rupture avec Raphaël Enthoven, Justine Lévy a bénéficié d'un plan média qui dépasse l'entendement : invitation à « Tam Tam, etc. » sur France Inter et coups de langue de Pascale Clark en mars dernier, portrait dans *Le Journal du dimanche* (15.2.04), dernière page de *Libération* (19.2.04), etc. Thierry Ardisson a célébré « l'événement littéraire de l'hiver » (13.3.04) tandis que dans *Le Monde* des livres, Josyane Savigneau, Laisse d'or de *PLPL*, dévoilait la conspiration imaginaire qu'aurait ourdie la critique pour éclipser le génie de Justine : « *Elle a un père riche et célèbre, Bernard-Henri Lévy, et son mariage, naguère, avec le fils d'un ami de son père, puis son divorce et la liaison de son ex-mari avec un top-model devenu chanteuse ont rempli les pages des magazines. Alors, son roman semble n'intéresser que pour ses clés biographiques. C'est la manière habituelle, bien rodée, pour faire disparaître un texte dérangeant, bien écrit, bien composé* » (27.2.04).

AZNAR – PLENEL, MÊME COMBAT !

PLPL N° 19
DÉMONTAGE DE MENSONGES MOUSTACHUS

L' « affaire Mazerolle - Pujadas » n'en était pas une : c'est tous les jours que les médias, annoncent ce qui ne s'est pas produit et inventent des scoops pour « griller » leurs concurrents. *Le Monde* s'en est fait une spécialité. Quand le 1er avril, il publie la liste du gouvernement Raffarin avant qu'elle soit rendue publique, raté ! Ce n'était pas la bonne. Un peut plus tôt, en mars, *Le Monde* a accumulé les bévues. Espérant servir jusqu'au bout un tyran moustachu ....

Comme Colombani, Christine Ockrent a tout de suite donné Aznar en exemple à Chirac et à Juppé. Dans le quotidien « gratuit » *Métro*, elle écrivait en novembre 2002 : « *Entraînant les syndicats dans un dialogue social efficace, il* [Aznar] *va réussir plusieurs des réformes sur lesquelles échouera le gouvernement Juppé* [...]. *L'économie espagnole bondit en avant, la "movida" entraîne dans ses sarabandes une jeunesse avide de consommer et de créer.* [...] *Dans son palais de la Moncloa, où je l'ai rencontré mardi dernier, Aznar sourit, embelli par le pouvoir* [sic], *proche de Tony Blair, pragmatique comme lui et peu sensible à l'idéologie* [...] *Se verrait-il en président de l'Europe ?* [...] *Il faut nous y faire : c'est au Sud que la droite française ira, quelque temps, prendre ses références* » (22.11.02). Quelques jours plus tard, c'était la marée noire sur les côtes espagnoles.

Un tel précédent aurait pu alerter Ramina [Colombani]. Que nenni. Son admiration pour Christine est telle que lui aussi décida de lécher les pieds du petit moustachu qui lui rappelait Edwy Plenel. Animé par sa haine de Chirac (qui le méprise ouvertement), Ramina avait commandé six jours avant l'élection espagnole une manchette titrée « *La leçon de José Maria Aznar à la droite française* » (9.3.04). Le dessin de Plantu illustrant cette une balladurienne devait souligner le contraste entre la droite moderne, pro-américaine, colombaniste, et la vieille droite nationaliste, étatiste, chiraquienne. À l'appui de cette propagande, un article de Bertrand Le Gendre au bas de la même page, « *Juppé le vieux, Sarkozy le neuf* ». À l'intérieur, *Le Monde* rappelait que Sarkozy et Aznar s'adoraient alors qu'entre Chirac et l'Espagnol les relations étaient exécrables. Le texte de l'entretien avec Aznar accusait le message. Défendant son modèle libéral devant Arnaud Leparmentier, un des journalistes thatchériens du *QVM*, et devant Marie-Claude Descamps (qu'on va retrouver plus tard...), le chef du gouvernement espagnol critiquait l'impuissance européenne, l'« antiaméricanisme » et les volte-face de Jacques Chirac. Autant dire qu'il pensait comme Colombani et Sarkozy. Chaussant ses gros sabots, *Le Monde* avait choisi comme accroche de l'entretien avec Aznar cette phrase anti-Chirac : « *Il n'y a rien de pire qu'un leader sympathique qui soit un mauvais dirigeant* » Un autre article servait la même opération politicienne. Titre : « *La droite française est prise à contre-pied par les conservateurs espagnols* ». À contre-pied, mais encore au pouvoir, elle...

Un peu déprimé en ce moment, Chirac aurait fait encadrer la une du *Monde* du 9 mars et recommandé qu'on la lui montre chaque fois qu'il est de méchante humeur.

Le Monde, 9 mars 2004

Le Monde
MARDI 9 MARS 2004

La leçon de José Maria Aznar à la droite française

Un entretien exclusif avec le chef du gouvernement espagnol sur ses huit années au pouvoir

IL FAUT SAVOIR S'EN ALLER. SALUT TOUT LE MONDE !
LAISSE ! IL FAIT ÇA POUR NOUS ENERVER !
PLANTU

ANALYSE

Juppé le vieux, Sarkozy le neuf

EUR ÉTAT CIVIL ne le dit pas, tire plus les Rastignac des époque, Alain Juppé n'a touj
années 2000. Les privatisations pas obtenu l'onction du suff

Le Monde, 12 mars 2004, première édition

Le Monde
VENDREDI 12 MARS 2004

Terrorisme : attentats meurtriers sur le réseau ferré à Madrid

jeudi
dimanche !

Le Monde, 12 mars 2004, deuxième édition

Le Monde
VENDREDI 12 MARS 2004

Terrorisme : attentats meurtriers sur le réseau ferré à Madrid

jeudi
dimanche !

► Plus de 100 morts et des centaines de blessés, jeudi matin, dans plusieurs trains du réseau madrilène
► La piste de l'ETA est d'emblée évoquée
► « Ce ne sont pas des Basques ! », dit le chef nationaliste de l'exécutif régional
► Emotion dans tout

► L'action la plus meurtrière des séparatistes basques

► « Ce ne sont pas des Basques ! », dit le chef nationaliste de l'exécutif régional

C'était « Al Qaida »... Quelques heures plus tard, la une du QVM était retouchée. Première édition : « *L'action la plus meurtrière des séparatistes basques* ». Deuxième édition : « *"Ce ne sont pas des Basques !", dit le chef nationaliste de l'exécutif régional* ». Le contraire en somme... Mais le reste du journal n'était pas modifié pour autant. Ni pilonné dans sa totalité comme il aurait fallu le faire, honnêtement. Cela eût coûté trop d'euros à Ramina et à Minc, président du conseil de surveillance du *QVM*. Ce dernier aurait donc expliqué qu'un faux scoop de plus n'était pas grand-chose aux yeux d'un plagiaire comme lui condamné par le tribunal de grande instance de Paris (le 28 novembre 2001). Plenel utilisera peut-être cet exemple espagnol dans ses prochains cours de déontologie journalistiques. Pour l'aider, notre vitrine universitaire Acrimed a d'ailleurs mis à sa disposition un savoureux dossier sur le sujet. (Selon nos informations, Plenel se connecterait presque chaque jour sur le site d'Acrimed, www.acrimed.org)

Deux questions demeurent. Quand *Le Monde* relaya avec ferveur les positions de son ami José Maria, avait-il bénéficié, comme *El Páis*, *El Periódico* et la plupart des grands journaux espagnols, d'un appel direct d'Aznar les sommant de s'en tenir à la piste basque ? Et pourquoi le journal vespéral qui adore l'« intelligence » (lire p. 8) a-t-il dédaigné l'avis du *Centro nacional de Inteligencia* (CNI), principal service de renseignements espagnol, annonçant la piste islamiste dès le jeudi matin? L'enquête de *PLPL* se poursuit...

Pour essayer d'apaiser l'amertume de son vieil ami ibère, *Le Monde* donna un dernier coup de langue à Aznar. Evoquant son bilan calamiteux, Marie-Claude Descamps écrivit « *Son premier mandat avait été un sans faute.* [...] *Une économie revitalisée, une croissance continue et la création d'un centre droit enfin "pacifié" et moderne étaient là pour l'attester.* » (16.3.04) L'affaire espagnole pourrait avoir constitué la goutte d'eau de trop pour l'hebdomadaire de la LCR. Car *Rouge* qui, afin de ne pas déplaire à Plenel et à Philippe Corcuff, avait censuré toute évocation du livre *La Face cachée du Monde*, cette fois dut jeter l'éponge. Autrefois réservée à la lèche voluptueuse du journal d'Edwy, roi du téléachat, le journal trotskyste constata après les attentats espagnols : « *L'ensemble des grands quotidiens nationaux français a globalement su traiter le terrible attentat de Madrid sans suivre la logique du gouvernement espagnol d'Aznar, à l'exception notoire* du Monde. » (18.3.04). Piqué au vif, Plenel décida d'offrir une nouvelle tribune à Aznar en une du *Monde* (31.3.04). Titre : « *Ma vérité sur le 11 mars* ». Pensant certainement à son sosie moustachu, Aznar expliquait : « *Mon gouvernement n'a pas été le seul à attribuer les attentats du 11 mars à l'ETA* »...

Une semaine plus tard, une manchette du *Monde* annonçait « *L'Espagne sanctionne le mensonge d'Etat* ». Le mensonge avait été commis par celui qui, « *dans un entretien au* Monde », avait « *livré ses vérités* »....

Quand l'attentat de Madrid intervint, les journalistes français étaient décidés à ne laisser passer aucune erreur. Après « l'affaire Mazerolle/Pujadas », ils s'étaient juré de ne plus jamais annoncer une information avant qu'elle ne soit confirmée. *Le Monde* avait senti le vent du boulet car, en matière de rédaction soumise et de scoops inventés pour doper une audience flageolante (en 2003, en raison d'un « effet Péan-Cohen-*PLPL* », les ventes du *QVM* ont reculé officiellement de 4,44 %, plus vraisemblablement de 12 %), le journal vespéral avait servi de guide spirituel au duo de France 2. Comme le souligna affectueusement *Marianne* (16.2.04) : « *TF1 est leur modèle et le journal* Le Monde *leur référence absolue. La conférence* [de rédaction de France 2] *est devenue une chambre d'enregistrement* [...]. *La moindre contestation est étouffée dans l'œuf. Ils n'écoutent pas, ils sont sûrs d'avoir la vérité révélée.*[...] *David Pujadas, grand admirateur des méthodes d'investigation du* Monde, *rêvait d'en découdre avec TF1.* »

Bref, aucun « dérapage » ne serait plus permis...

Alors que les bombes venaient d'assassiner plusieurs sardons potentiels, le Roi du téléachat monta au créneau. Spécialiste des méthodes policières, il boucla son enquête en un quart de seconde : c'était ETA ! Déjà attendrie par Aznar une semaine plus tôt, Marie-Claude Descamps recopia donc sur-le-champ la propagande espagnole (et moustachue) dans un article intitulé « *Un retour sanglant d'ETA sur la scène politique espagnole.* » Titré « *La plus sanglante action de l'ETA* », un encadré récapitulait la liste des attentats attribués à l'organisation indépendantiste basque. Il commençait ainsi : « *Parmi les attentats commis dans plusieurs gares, celui d'Atocha, au sud de Madrid est le plus sanglant jamais commis par ETA depuis la première action revendiquée le 7 juin 1968.* »

Pour enfoncer le clou, Descamps rappelait l'entretien que le ministre de l'Intérieur espagnol Angel Acebes avait accordé à ses amis du *QVM* quelques jours auparavant. Et elle mettait en exergue la phrase : « *Il ne faut chercher aucun message politique dans les communiqués de l'ETA. Ils n'ont d'autre but que de créer un climat de terreur* ». Une phrase qui semblait cadrer parfaitement avec l'infamie des attentats de Madrid.

Et puis, de la même manière que Juppé n'avait pas démissionné, Atocha ce n'était pas l'ETA...

Le Monde
www.lemonde.fr
SAMEDI 13 MARS 2004

Madrid, 11 mars 2004 : Al-Qaida, ETA ?

13 mars 2004

Les jours passant, ETA s'éloigne...

14 mars 2004

Le Monde
www.lemonde.fr

Salon du livre : Fred Vargas, portrait-entretien
Palestine : Godard, Sanbar et les photos de la mémoire
Dreans en émoi : Faut-il réglementer le travail des psys ?

DIMANCHE 14 - LUNDI 15 MARS 2004

CAHIERS WEEK-END

L'Europe face à la menace Al-Qaida

PLPL VOUS OFFRE un abonnement à un grand hebdomadaire de gauche

Courrier d'un lecteur sardon à *PLPL* :

le 13 Mars

PLPL

Bonjour,

J'ai reçu dernièrement une offre d'abonnement du nouvel obs avec plein de cad en prime. Profitant de l'enveloppe T j'ai répondu : " les cadeaux m'intéressent mais journal. Je préfère PLPL " juste noté sur

« Bonjour,

J'ai reçu dernièrement une offre d'abonnement du *Nouvel Obs* avec plein de cadeaux en prime. Profitant de l'enveloppe T j'ai répondu : "les cadeaux m'intéressent mais pas le journal. Je préfère *PLPL*" juste noté sur la feuille de réponse.

Je vous joins le courrier reçu ensuite. Cela m'a beaucoup fait rire. Je suis aussi étonné qu'ils aillent jusqu'à se transformer en bureau de vente de gadgets mais en fait ce sont d'abord des vendeurs de pub.

Bonne continuation et vive la Sardonie libre. »

le nouvel Observateur

Relations Abonnés
8, rue d'Aboukir - 75002 Paris
Tél. : 01.40.26.86.13
Fax : 01.40.26.60.42

N° Abonné : 8017630
N/Réf : FR
TARIF1
1

MR GIMBERT LUC
CHEMIN DES 5 VILLAS
13540 PUYRICARD

Paris, le 23 février 2004

Cher Monsieur,

Nous faisons suite à votre courrier qui a retenu toute notre attention.

Nous vous rappelons que vous pouvez commander les objets qui sont liés à l'offre d'abonnement en nous envoyant un chèque correspondant au prix de ces primes. Dans ce cas vous n'avez aucune obligation de vous abonner au Nouvel Observateur.

Vous pouvez nous envoyer un chèque d'un total de 106,50 euros, correspondant à la commande de la MONTRE CHRONOGRAPHE YB, LA MONTRE FEMME YONGER ET BRESSON et LE DICTIONNAIRE DU 20 EME SIECLE.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prions de croire, cher Monsieur, à l'assurance de nos sentiments dévoués.

SERVICE DES RELATIONS ABONNES

Les librairies qui diffusent *PLPL* : (et qui ne diffusent pas le *Nouvel Observateur*...)

Cinema UTOPIA, AVIGNON • Librairie asso.l'Autodidacte, BESANçON • Librairie Papeterie du Lycée, 34500 BEZIERS • L'Athénée Libertaire, BORDEAUX • Librairie La Machine à lire, BORDEAUX • Bouquiniste D. ROIGNANT, BREST • L'Écrit Vain, BRUXELLES • Cinema NOVA, BRUXELLES • Lib. Au Brouillon de Culture, CAEN • Librairie Calligramme, CAHORS • Lib Le Cheval dans l'Arbre, CERET • Librairie Jean Rome, CT-FERRAND • Point Presse, COMPIEGNE • Café-Bib.Libertaire Antigone, FONTAINE • Librairie Envie de Lire, IVRY / SEINE • Centre Culturel Libertaire, LILLE • Presse St-Michel, LILLE • Librairie Page et Plume, LIMOGES • Librairie Intermède, LUXEMBOURG • Librairie À plus d'un titre, 69001 LYON • Librairie La Gryffe, 69007 LYON • Maison de l'Écologie, 69001 LYON • Librairie L'Odeur du temps, 13001 MARSEILLE • Boutik Mauvaise Graine, MONTPELLIER • Librairie L'Autre Rive, NANCY • Libairie Vent d'Ouest, NANTES • Librairie Masséna, NICE • Théâtre Automne L'Armature, NÎMES • Librairie des Abbesses, 75018 PARIS • Librairie Actualités, 75006 PARIS • Librairie l'Ecritoire, 75018 PARIS • Epigramme, 75011 PARIS • Librairie Equipages, 75020 PARIS • Librairie l'Humeur Vagabonde, 75018 PARIS • Librairie Jonas, 75013 PARIS • Librairie Lady Long Solo, 75011 PARIS • Le Maldoror, 75011 PARIS • Librairie Parallèles, 75001 PARIS • La Passerelle, 75011 PARIS • Librairie Le Point du Jour, 75005 PARIS • Librairie Publico, 75011 PARIS • Boutique-Librairie Quilombo, 75011 PARIS • Librairie Les Sœurs Lumière, 75012 PARIS • Thé-Troc, 75011 PARIS • L'art ou cochon, PERPIGNAN • Alphagraph, RENNES • Le Jardin de Poche, RENNES • Librairie Planette io, RENNES • Librairie Les Lisières, ROUBAIX • Librairie L'Insoumise, ROUEN • Librairie Folie d'Encre, ST-DENIS • Librairie Voix au Chapitre, ST-NAZAIRE • Librairie-Pap Piller Paul, ST-OUEN • Le baraboukins, TOULOUSE • Le Kiosque du Clandé, TOULOUSE • ObliQ, TOULOUSE • Librairie Ombres Blanches, TOULOUSE